45
AUTOMNE 1989
Vol. 15 no 3

BULLETIN DU

REGROUPEMENT DES CHERCHEURS-CHERCHEURES EN

HISTOIRE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 0315-7938

Le Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheures en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec est publié trois fois l'an, par le Regroupement des chercheurs-chercheures en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec.

Abonnements: Pour trois numéros, individus: 10.00$
institutions: 20.00$

(Les anciens numéros sont disponibles au coût de 5.00$ le numéro.)

Envoyer votre chèque au nom du RCHTQ à Peter Bischoff, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, C.P. 8888, Succ. "A", Montréal, Qué. H3C 3P8

Rédaction du Bulletin: Envoyer tout manuscrit, informations ou annonce à Jacques Rouillard, Département d'histoire, Université de Montréal, C.P. 6128, Succ. "A", Montréal, H3C 3J7

BULLETIN DU REGROUPEMENT DES CHERCHEURS-CHERCHEURES
EN HISTOIRE DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUEBEC

NUMERO 45 AUTOMNE 1989 Vol. 15, no 3

Rouillard, Jacques

Liste de témoignages de dirigeants syndicaux conservés dans le fonds Léo Roback (Léo Roback et Evelyne Dumas) 7

TEMOIGNAGES

Laure Gaudreault 15

Léa Roback 31

LABOUR/LE TRAVAIL

JOURNAL OF CANADIAN LABOUR STUDIES

REVUE D'ETUDES OUVRIERES CANADIENNES

SPECIAL INTRODUCTORY OFFER/OFFRE SPECIALE

While the supply lasts, new subscribers may purchase sets of the journal at a special bargain rate of $200.00.

Avec tout nouvel abonnement, l'abonné peut aussi acquérir la série complète de la revue pour le prix modique de $200.00 aussi longtemps que nos réserves de numéros anciens ne sont pas épuisées.

Subscribers for 1989 will receive/Les abonnes pout 1989 recevront:

Labour/Le Travail 23 (1989)

includes articles by James R. Conley, Mark Leier, Gordon Hak, Jeff Taylor, Carla Lipsig-Mummé and Rita Roy.

Labour/Le Travail 24 (1989)

includes articles by Jacques Ferland, Michèle Dagenais, Margaret E. McCallum Dominique Jean, Rennie Warburton, Nancy M. Forestell, and Barbara J. Cooper.

	Canada	Foreign/Etranger
Individual/individuel	$15.00	$20.00 (U.S.)
Institutional/institution	$20.00	$30.00 (U.S.)
Student/étudiant(e)		
Retired/retraité	$12.00	$17.00 (U.S.)
Unemployed/sans-travail		

Complete set of back issues (1976/88) $200.00
Séries complète de *Labour/Le Travail* (1976/88) $200.00

MASTERCARD accepted or
Make cheque payable to:
Committee on Canadian Labour History
History Department, Memorial University
St. John's, Newfoundland, Canada, A1C 5S7

Carte MASTERCARD acceptée ou
Veuillez faire vos chèque à l'ordre de
Comité de l'histoire du travail du Canada
Département d'histoire,
Université Memorial, St. John's,
Nfld., Canada, A1C 5S7

Articles are abstraced and indexed/Les articles sont répertoriés dans:
America: History and Life: Alternative Press Index: Arts and Humanities Citation Index™, Canadian Periodical Index: Current Contents/Arts and Humanities: Historical Abstracts: Human Resource Abstracts: PAIS Bulletin: PAIS Foreign Language Index: Sage Public Administration Abstracts: Canadian Magazine Index.

TEMOIGNAGES DE DIRIGEANTS SYNDICAUX

Nous présentons ici la liste de 38 entrevues réalisées sous la direction de Léo Roback en 1970 et 1979. Léo étant décédé en 1985, elles sont conservées au Service des archives de l'Université de Montréal (fonds Léo Roback, P 217, 2437). Celles qui ont été enregistrées en 1970 (13) l'ont été par des étudiants en relations industrielles et elles sont retranscrites avec plus ou moins d'exactitude. Nous présentons dans ce numéro une d'entre elles, celle de Laure Gaudreault. Les autres interviews faites auprès de dirigeants de syndicats internationaux ont été menées par Léo Roback lui-même en 1979 afin de servir de base documentaire à son histoire de la FTQ. Conçues à la facon d'histoire de vie, elles sont plus riches de renseignements que celles réalisées en 1970. D'une durée moyenne d'une heure et demi à deux heures, elles n'ont malheureusement pas été retranscrites.

Le fonds comprend aussi 11 entrevues réalisées par Evelyn Dumas en 1968 auprès de dirigeants syndicaux mêlés aux grèves du vêtement de 1934 et 1937 et des services publics de Montréal en 1943. Elles ont servi de sources d'informations à la rédaction de son volume Dans le sommeil de nos os (Leméac, 1971) et à celle aussi de l'Histoire de la FTQ (1988). Grâce à la contribution du "protocole FTQ-CSN-CEQ-UQAM", Emile Boudreau les a fait retranscrire. Nous avons choisi de présenter dans ces pages celle de Léa Roback.

Ces témoignages étant une riche source d'informations sur l'histoire du syndicalisme québécois depuis les années 1930, il nous est apparu important de faire connaître leur existence aux chercheurs. Nous présentons de brèves notes biographiques sur chacun des syndiqués interviewés.

J. Rouillard

****

ALLAIRE, Jean-Paul. (transcription)

Professeur à la CECM. Membre de l'Alliance des professeurs de Montréal. Trésorier, puis président de l'Association des instituteurs catholiques de Montréal dans les années 1950.

BEDARD, Jean-Marie.

Journaliste, il adhére au Congrès canadien du travail au début des années 1940. Rédacteur des Nouvelles Ouvrières. Directeur régional du CCT au Québec en 1947. Représentant de l'est du Canada pour le Syndicat international des travailleurs du bois. Impliqué dans l'action politique dès les années 1950. Président du PSQ.

BOUDREAU, Emile

Mineur en Abitibi. Président de son syndicat à Normétal. Permanent du Syndicat des métallos de 1951 à 1977. Participe à la grève de Murdochville. Président du PSD de 1957 à 1959. Impliqué au NPD et au PSQ.

BRENT, Claire

Impliquée dans l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames pendant les années 1960. Présidente de son syndicat dans les années 1970.

BRESSNER, Si

Ouvrier dans l'industrie du vêtement dans les années 1930. Participe à la grève de 1937. Organisateur dans les années 1940, puis agent d'affaires par la suite. Il devient vice-président international de son syndicat.

BERMAN, Irving

Organisateur pour les Ouvriers unis de l'électricité, radio et machinerie d'Amérique (U.E.) Dirigeant du local 712 (avionneries) de l'Association internationale des machinistes pendant la guerre. Syndiqué pendant la grève de Murdochville de 1957.

CLOUTIER, Louis-Marie

Syndiqué à Murdochville pendant la grève de 1957. Agent d'affaires, puis organisateur pour la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers dans les années 1960. Occupe des fonctions de direction dans les années 1970.

CUERRIER, Carles

Employé de l'Hydro-Québec. Président de son syndicat à Beauharnois. Actif dans le syndicalisme pendant les années 1960 et 1970. Permanent au Syndicat canadien de la fonction publique .

ETHIER, Roméo (entrevue d'Evelyne Dumas)

Secrétaire du Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal lors de la grève de 1943.

GARANT, Lépold

Instituteur à Québec. Membre de l'exécutif, puis président du syndicat des instituteurs de Québec (1947). Vice-président de la FICV, puis président de la Corporation catholique des institeurs et institutrices du Québec de 1951 à 1965.

GAUDREAULT, Laure

Institutrice à Clermont. Pionnière du syndicalisme enseignant au Québec. Elle met sur pied en 1936 l'Association catholique des institutrices rurales. Vice-présidente de la CIC de 1946 à 1965.

GAULD, Alec

Plombier. Actif dans les années 1920 et 1930 au sein de l'Union internationale des plombiers. Militant communiste.

GAULIN, Maurice

Postier. Organisateur à Québec des employés des magasins Paquet (CTCC). Membre du syndicat canadien des postiers dans les années 1950, puis permanent dans les années 1960. Représentant depuis 1965 du CTC à Québec.

GIRARD, Philippe.

Agent d'affaires du syndicat catholique du tramway de Montréal en 1934. Président du Conseil central des syndicats catholiques de Montréal en 1935. Candidat de l'ALN en 1939 et actif au sein du Bloc populaire. Directeur inter-syndical de la CSN de 1948 à 1967.

GONTHIER, Jean-Marie

Employé à la United Aircraft depuis les années 1960. Actif dans le syndicat depuis 1968 (Travailleurs unis de l'automobile). Secrétaire-trésorier lors de la greve de 1974-1975.

GOSSELIN, René

Ouvrier du textile à Montmorency dans les années 1930. Agent d'affaire de la Fédération des ouvriers du textile (CTCC) de 1943 à 1947, puis secrétaire de la Fédération. Président à partir de 1952 jusqu'en 1963. Vice-président de la CTCC.

GRATTON, Fernand (entrevue E. Dumas)

Employé de la ville de Montréal. Négociateur pour lesemployés manuels et les cols blancs lors de la grève de 1943.

GRONDINE, Laval

Enseignant. Vice-président du syndicat des enseignants du comté de Québec pendant les années 1950. Permanent de la CIC en 1955, puis directeur général adjoint.

GERSHMAN, Josuah (entrevue E. Dumas)

Ouvrier du vêtement. Secrétaire général et organisateur de l'Industrial Union of Needle Trade Workers. Membre de la Workers Unity League. Activement impliqué dans la grève de 1934 à Montréal.

GUY, Charles A. (transcription)

Employé d'hôpital. Président du syndicat des employés de l'Hôpital Notre-Dame en 1936. Trésorier, puis agent d'affaires en 1958-1960 du Syndicat national des employés d'hôpitaux de Montréal (CTCC).

HADDOW, Robert

Machiniste. Emigre à Montréal en 1931. Militant communiste. Organisateur de l'Association internationale des machinistes dans les avionneries de Montréal. Suspendu en 1945, il joint les Ouvriers unis de l'électricité (U.E.), puis l'Union internationale des travailleurs de la fourrure et du cuir dont il devient directeur canadien en 1948.

HAMEL, Rodolphe

Membre fondateur de l'Union des mineurs d'amiante d'Asbestos en 1919. Réorganise le syndicat en 1945. Président de la Fédération nationale des employés de l'industrie minière de 1945 à 1959. Impliqué activement dans la grève de l'amiante. Vice-président de la CTCC de 1949 à 1957.

LABERGE, Louis

Machiniste à Canadair (1943). Agent d'affaires en 1948 de la loge 712 de l'Association internationales des machinistes. Secrétaire, puis président du Conseil des métiers et du travail de Montréal dans les années 1950. Conseiller municipal (classe C) de 1956 à 1962. Président de la FTQ depuis 1964.

LAROSE, Edouard

Charpentier. Organisateur de la Fraternité internationale des charpentiers et menuisiers. Vice-président de la FPTQ et de la FTQ (1957-1960)

LAVERDURE, H. (transcription)

Briqueteur dans les années 1920 et 1930. Agent d'affaires du syndicat montréalais des briqueteurs affilié à la CTCC à partir de 1940. Président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal pendant 12 ans durant les années 1950. Membre de l'exécutif de la CTCC.

LAVIGUEUR, Roger (entrevue de E. Dumas)

Policier à Montréal. Entré au service de la police en 1936, il devient vice-président de la Fraternité, puis président au moent de la grève en 1943.

LAZARE, Peters (transcription)

Tailleur, membre de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames à partir de 1935. Contremaître pendant la guerre, puis directeur et négociateur en chef pour la Guilde des manufacturiers du vêtement pour dames.

LEBRUN, Léo (transcriptions)(deux entrevues dont une de E. Dumas)

Col bleu à l'emploi de la ville de Montréal depuis 1929. Fait partie de l'équipe de direction du syndicat lors de la grève de 1943. Après la grève, il est devenu mice-président, puis président de son syndicat (1) affilié à la Fraternité canadienne des employés municipaux (manuels)

LEGAULT, Yvan

Dirigeant à la Fédération des travailleurs de l'industrie chimique (CSN) dans les années 1950. Vice-président du Conseil central de Montréal (CTCC). Il passe à la Fraternité internationale des travailleurs de l'industrie des pâtes et papiers. Devient secrétaire exécutif de la FTQ de 1957 aux années 1960.

LEGER, William (transcription)

Plâtrier. Président de l'Association des plâtriers (CTCC) en 1949. Président de la Fédération du bâtiment dans les années 1950. Vice-président du Conseil central et membre du Bureau confédéral de la CTCC).

LORRAIN, Louis Henry

Travailleur du papier (Gatineau). Président de son syndicat local en 1947. Vice-président international et directeur canadien de la Fraternité internationale des travailleurs des pâtes et du papier dans les années 1950 et 1960. Devient président du Syndicat canadien des travailleurs du papier.

MATHIEU, Roméo

Technicien. Organisateur de l'Association internationale des machinistes depuis 1938, et plus tard des Travailleurs unis des salaisons (années 1950). Membre-fondateur et secrétaire-trésorier de la FUIQ. Président du PSD, puis vice-président du NPD. Directeur canadien et vice-président international des travailleurs canadiens de l'alimentation.

MERCIER, Richard

Employé chez Dominion. Président du Conseil provincial de l'Association internationale des employés du commerce de détail dans les années 1960 et 1970.

PERREAULT, Marcel

Postier. Représentant syndical à la fin des années 1950 (Dorval). Occupe des fonctions de direction au sein du Syndicat canadien des postiers (Montréal) dans les années 1960 et 1970.

PERRON, Magella

Travailleur dans l'industrie du tabac à Québec. Occupe des postes de direction à l'intérieur de l'Union internationale des travailleurs du tabac (Québec) dans les années 1950 et 1960. Représentant international dans les années 1970.

PICARD, Gérard (transcription)

Journaliste. Secrétaire général de la CTCC de 1934 à 1946, puis président de 1946 à 1958. L'entrevue ne traite que de la grève dans la fonction publique à Montréal en 1943.

PLAMONDON, Huguette

Sténo-dactylo. Occupe des fonctions de direction au local montréalais des Ouvriers unis des salaisons dans les années 1950. Présidente du Conseil du travail de Montréal (FUIQ) en 1955. Vice-présidente du CTC pendant de nombreuses années (à partir de 1956).

PLANTE, André (transcriptions)(deux entrevues dont une de E. Dumas)

Pompier. Président de l'Association des pompiers de Montréal pendant les années 1940 et 1950. Secrétaire lors de la grève de 1943. Président de la Fédération provinciale des pompiers dans les années 1950 et 1960.

POTVIN, Stéphanette (transcription)

Organisatrice avec Laure Gaudreault de la Fédération des institutrices rurales du Québec. Membre du conseil d'administration de la CIC dans les années 1950 et 1960.

PRESSEAU, Wilfrid (transcription de E. Dumas)

Employé de la Commission des transports de Montréal depuis la fin des années 1920. Organisateur de la Fraternité canadienne des cheminots et autres employés de transport affiliée au CCT. Participe à la grève de 1943. En 1945, il est devenu représentant permament du CCT au service de la Fraternité.

ROBACK, Léa (transcription de E. Dumas)

Ouvrière dans l'industrie du vêtement pendant la grève de 1937. Militante communiste. Entrevue ci-contre.

SARKIN, S.

Ouvrier dans l'industrie du vêtement pour hommes. Actif dans son syndicat pendant les années 1920 et 1930. Militant communiste. (Entrevue presque inaudible)

SHANE, Bernard

Organisateur de l'Union internationale des ouvriers du vêtement pour dames depuis 1934 jusque dans les années 1950. Occupe aussi d'autres fonctions de direction. Vice-président international de l'Union dans les années 1960.

TELLIER, Emile (transcription)

Menuisier. Agent d'affaires du Conseil central des syndicats nationaaux de Trois-Rivières (CTCC) de 1930 à 1966. Vice-président de la CTCC pendant un certain temps.

VAILLANCOURT, Philippe

Journaliste. Directeur québécois du CCT de 1946 jusqu'à la fusion. Occupe des fonctions de direction au Conseil du travail de Montréal et à la FUIQ. Partisan de l'action politique des travailleurs.

VANASSE, Armand (transcription de E. Dumas)

Pompier. Président de l'Association des pompiers de Montréal lors de la grève de 1943.

VILLENEUVE, Adrien

Machiniste. Agent d'affaires de l'Association internationale des machinistes (loge 712) depuis 1941 (avionneries). Vice-président du CMTM dans les années 1950. Secrétaire-trésorier de la FPTQ de 1951 à 1953. Attaché au bureau d'Ottawa de l'AIM de 1961 à 1971.

ENTREVUE AVEC LAURE GAUDREAULT

Réalisée par André Messier en 1970. Transcription revue par Jacques Rouillard. Au moment de l'entrevue, Laure Gaudreault a 81 ans; elle décèdera en 1975.

Quand j'ai commencé à faire la classe, je n'avais pas encore mes dix-sept ans. Je les ai eus deux mois après que j'aie débuté dans l'enseignement. J'ai commencé le 1er septembre et j'avais mes dix-sept ans le 25 octobre. J'ai pensé à gagner ma vie. Qu'est-ce que vous voulez? On n'était pas riche. On était pauvre, ça ne me gêne pas de le dire. Dans la famille de mon père, toutes mes tantes étaient des institutrices, dont ma tante Marie Gaudreault qui était ma marraine, qui était une célibataire comme moi et qui est morte très âgée elle aussi. Elle m'a aidée beaucoup. Elle nous a aidés. Elle a aidé mon frère Cyprien aussi. Il est mort très jeune, à 20 ans. Elle l'a gardé. Ma soeur Rosanna aussi. J'ai été deux ans au Couvent de La Malbaie. Ma tante Marie m'a payé ma pension. C'était pas cher dans ce temps là les pensions dans les couvents. Ensuite, il y avait une cousine de ma mère, Mme Pierre Maltais — Cloutier, de son nom de fille — qui était une belle-soeur de Monsieur C.J. Magnan. Je ne sais pas si vous vous rappelez de C.J. Magnan. Il a été professeur longtemps à l'Ecole normale Laval. C'était la cousine de ma mère et puis elle s'est occupée auprès de M. Magnan pour que j'aie une bourse à l'Ecole normale Laval. Dans ce temps là, il y avait seulement l'Ecole normale. Alors je suis allée à l'Ecole normale.

Q - Et le mot "syndicat" à cette époque là, quand vous avez commencé à enseigner, c'était pas connu? Il n'y avait personne qui parlait de ça?

---

* La soeur de Laure, Antoinette, intervient parfois dans la conversation. Ses propos ont été éliminé, sauf en certaines occasions; nous l'indiquons alors dans le texte.

R - Savez-vous comment c'est venu pour le syndicat? C'est venu par mon frère d'abord. Lucien était plus jeune que moi. Moi, je suis l'aînée de la famille. Il y avait du syndicalisme mais ils ont organisé le syndicat à mon insu. J'écrivais à la machine et il y avait l'aumônier du syndicat qui était un de mes anciens élèves, M. l'abbé Alfred Bergeron. C'est avec ça que j'ai commencé à parler de syndicalisme.

Q - Vous étiez presque la secrétaire de votre frère?

R - Bien, évidemment, j'étais presque secrétaire. Puis ensuite, j'écrivais puis on lisait les journaux. Je me rappelle qu'une fois, entre autres, que c'étaient les Libéraux qui étaient au pouvoir et il y avait un Monsieur —j'ai des blancs de mémoire, c'est bien malheureux, un parent de M. Paul Gérin-Lajoie— qui avait une fonction au Parlement du Québec, je pense qu'il était Secrétaire de la province. Il avait commencé à dire qu'il avait donné $300.00 de minimum aux institutrices parce que les institutrices avaient $150.00 de minimum dans le temps. C'était moins que ça, moi j'ai commencé avec $125.00. M. Gérin-Lajoie avait fait un article dans le journal en disant qu'il amandait la loi. Il avait l'air de trouver ça trop. Puis moi, j'avais sorti ma plume et je lui avais écrit.

Dans ce temps-là, j'écrivais dans les journaux aussi. J'avais la page des dames au Progrès du Saguenay. Je faisais ma classe pareille. J'avais mon article chaque semaine et puis j'avais fait un article justement pour les institutrices. J'avais posé la question: "Qu'est-ce qui sera l'avocat des institutrices?". M. Boily m'avait répondu: "Celui qui sera le meilleur avocat, ça va être vous". Il y avait des associations: l'Alliance des professeurs de Montréal, une association.

Mais pas de syndicat, pas du syndicalisme. Nous autres, on s'est lancé immédiatement dans le syndicalisme à cause de l'organisation syndicale qui se faisait à Clermont, à l'usine de papier. Alors là, on a parlé du syndicalisme. Avant, il y avait des associations, pas des syndicats. C'était des associations.

Voyez-vous, quand j'ai commencé à enseigner, lorsque j'ai eu mon diplôme, je ne pensais pas au syndicalisme. Je pensais à travailler pour gagner ma vie comme ma tante Marie qui était ma marraine. J'ai commencé à faire la classe en 1906.

On a eu notre premier congrès à la Malbaie en 1936. J'avais fait la classe toute l'année puis j'avais fondé des associations en faisant la classe parce qu'on a commencé avec la Fédération des institutrices rurales...

(...)

Q - A l'époque où vous avez enseigné, les premières années, sur le plan politique, est-ce qu'on peut savoir un peu quel parti vous appuyiez aux élections?

R - Le parti que j'appuyais aux élections, moi, je vais vous le dire, c'est pas mêlant. On a toujours été libéral, c'est un héritage de nos paternels. Provincial, fédéral: Libéral. Je ne sais pas si c'est l'avis de tout le monde, mais c'est le nôtre. Qu'est-ce que vous voulez? (Laure acquiesce).

Q - Est-ce que vous vous êtes déjà occupée un peu de politique?

R - Non, jamais.

Q - Est-ce que votre père s'en occupait ici?

R - Notre père s'en occupait pas non plus. Il votait par exemple. Il parlait avec des amis. Il ne faisait pas de discours. Il était intéressé.

Q - Il n'a jamais organisé de campagne, ou quoi que ce soit?

R - Non, non, non. Il était électeur seulement. Et puis, il a été malade longtemps. Il a subi des opérations. C'était l'enthousiasme seulement. Il lisait tous les journaux. Les voisins disaient ça. Ils disaient: "Xavier est instruit lui, il lit toujours les journaux.

Q - Est-ce que vous receviez les journaux de Québec à ce moment là?

R - Ah! oui, de Montréal. On avait deux journaux, **La Presse** et **Le Soleil**.

Q - Votre père lisait ça?

R - Ah! oui, ah! oui. On lisait les journaux. Mon père, ça l'intéressait, c'est tout. Il n'avait jamais fait de campagne. Notre père et notre mère - je ne veux pas dire ça pour me vanter - mais notre mère et notre père étaient des gens d'une extrême intelligence.

Q - Je pense qu'il y avait un climat dans votre milieu familial...?

R - Oui, oui. Il y avait un climat qui n'existait pas partout.

Q - On disait qu'il y avait des volumes aussi que votre père allait chercher à la bibliothèque?

R - Bien oui, il y avait une bibliothèque paroissiale et puis on était abonné à la bibliothèque. Alors le dimanche, on allait échanger nos livres. Je me rappelle le premier livre, c'était un livre de Jules Verne: Deux ans de vacances.

(...)

Q - Sur le plan des activités de la paroisse, est-ce que vos parents s'occupaient de ça? Est-ce qu'il y avait une Caisse populaire, est-ce qu'il y avait des loisirs dans ce temps là?

R - Il n'y avait pas de Caisse populaire. Dans ce temps là, vous savez, c'était pas développé comme aujourd'hui. Voici comment c'était. Ici, à Clermont, il y avait quatre ou cinq propriétaires de maison. Il y avait eu mon grand-père Bergeron, les Brossard, les Lapointe. En tout cas, ils n'étaient pas très nombreux. Et puis Clermont n'était pas séparé de La Malbaie. C'est Mgr Savard, il y a 35 ou 40 ans, qui a été le premier curé. Alors il ne pouvait pas faire d'organisations professionnelles. Il n'y avait pas assez de monde pour ça. Et puis quand il y a eu la construction. Je me rappelle quand ça a commencé, ils appelaient ça "La East Canada". Il y a une compagnie qui a commencé à bâtir le moulin de pulpe. Là, ça a commencé à se développer. Notre père travaillait et il était très très habile de ses mains. Il faisait des travaux de bois, par exemple, quelque chose de très bien. Mon grand-père Gaudreault aussi qui s'appelait Cyprien.

Papa ne s'est pas occupé d'organisations ni municipales, ni politiques. Quand il était avec des groupes d'amis, il parlait et puis quand il parlait — c'était avec un homme qui était enthousiaste — il aurait été bon pour influencer les autres. Mais il n'avait pas beaucoup de temps. Il n'était pas riche. Il fallait qu'il travaille.

(...)

Q - Pendant votre carrière syndicale, quand vous avez milité à l'intérieur de la Fédération, est-ce qu'on vous a déjà offert un emploi à l'extérieur, comme au gouvernement?

R - Non, pas à ma connaissance.

Q - Bien, je pense à Thérèse Baron qui, elle, est rendue au ministère de l'Education.

R - Probablement, que si on m'avait offert un poste comme Mlle Baron, j'aurais dit "merci", j'aurais pas accepté. Et puis, c'est une bonne amie, Mlle Baron. C'est une amie excellente. Elle est venue l'année dernière nous voir ici.

Q - Est-ce qu'il y a un événement bien particulier qui a provoqué votre entrée dans le syndicalisme ou bien, si c'est comme on a dit tantôt, l'influence de votre frère qui s'en occupait déjà? Il n'y a pas une chose en particulier qui vous a fait décider de faire du syndicalisme?

R - La chose qui m'avait frappée d'abord, c'est la lettre de monsieur Lajoie. Il avait passé une loi pour donner $300.00 de minimum et puis il sépare ça en deux: de $150.00 ou $250.00, je ne me rappelle plus exactement. Cà, c'est un événement qui m'a pris au coeur, qui m'a insulté au plus haut degré et qui m'a fait écrire à ce M. Lajoie là, pas des bêtises, mais des...

Q - Comment voyiez-vous, quand vous avez commencé, le rôle du syndicalisme, l'organisation des enseignants. Qu'est-ce que ça devait être pour vous?

R - Bien, il a fallu s'organiser, savoir comment la province était organisée; il y avait des associations d'instituteurs dans les villes: Québec, Montréal, Trois-Rivières. Ces trois villes là s'occupaient pas des rurales, des ruraux. Les autres étaient divisées par section, par région. Il y avait des comtés aussi. Je sais que sur la rive sud, c'était diocésain, - comment ils appelaient ça - la section d'un inspecteur d'école. Non, ça s'appelait district d'inspection primaire. Combien

il y en avait dans la province? Il y en avait 72. Il a fallu s'informer, il a fallu correspondre, il a fallu écrire.

(...)

Quand on a fait notre premier congrès en 1937. On l'a fait à La Malbaie. Il y avait treize associations de district de comtés. Puis quand on a parti la Fédération, le 19 février à Québec, — le jour où on était allé voir Albini Paquette — on était quatre associations. Puis là, on a..... l'abbé Georges Côté qui était un aumônier assez âgé. Il était aumônier général du Syndicat de la Pulpe et du Papier. Il a été aumônier militaire pendant la guerre. C'était un parent de Mlle Yvonne Côté, la secrétaire de l'Association des instituteurs retraités. Il nous a aidés beaucoup ce prêtre là. Bien nos aumôniers, on les a pris comme aumôniers, voyez-vous.

Q - Si je vous demandais maintenant quels sont les principaux événements, les principales choses qui se sont passées à partir de 37. Dans les 20 années qui ont suivi, quels sont les événements les plus importants, qui vous ont marquée le plus?

R - D'abord, la première chose que les institutrices ont faite, elles m'ont demandé d'abandonner ma classe et de prendre l'organisation en main. Il y avait treize associations que j'avais fondées en travaillant, en faisant la classe. Alors là, elles ont décidé de me donner le salaire que j'avais quand je faisais la classe. Alors, j'ai pris l'affaire en main. On s'est promené dans la province - Antoinette s'est promenée aussi - . Une fois, on était allé dans les Cantons de l'Est, Drummondville, Saint-Hyacinthe. Alors on était parti en automobile - à 2 heures du matin et à 9 heures du matin, on était debout à Drummondville dans une école - les institutrices avaient arrangé ça - et on commençait l'assemblée. Et pour vous dire comment est-ce qu'on a travaillé, dans l'après-midi on est allé à

St-Hyacinthe. Le lendemain, on était dans le comté de Yamaska. C'était comme ça. Toutes nos fins de semaine étaient prises parce qu'évidemment, les fins de semaines, les institutrices ne travaillaient pas. Alors, nous autres, les organisatrices, nous allions les organiser les fins de semaine autant que possible.

Q - A part de l'organisation comme telle, est-ce qui s'est passé des choses, des étapes importantes?

R - L'étape de l'organisation. La première année, on était 13; la deuxième année, on était 26 associations. Mais quand on a quitté en dernier ressort, en dernier lieu, qu'on est entré avec la Corporation, on était 68 associations sur 72. On avait travaillé. On avait une association aux Iles-de-la-Madeleine.

Q - Je vais vous dire une des choses auxquelles je pensais là. Je pensais au bill 48, celui qui enlevait le droit d'arbitrage. Ils nous avaient donné le droit d'arbitrage puis ils nous l'ont enlevé. Cà c'est en 1946. C'était au congrès de Beauceville.

(...)

R - Duplessis était à notre congrès de Beauceville. Je me rappelle dans ma dernière allocution, j'avais dit: "Voilà donc une parole qui s'applique bien à nous dans les circonstances actuelles. Non, mes chères compagnes, la cause n'est pas perdue parce que nous avons subi l'épreuve de cette loi numéro 48 qui nous a enlevé notre seul moyen légal d'obtenir une meilleure justice et la reconnaissance de nos droits. Ah!, s'il en a voulu par là affaiblir notre association, comme on s'est grossièrement trompé, mesdemoiselles, car nous allons, à la suite de ce beau congrès, où nous avons retrempé nos forces, nous remettre courageusement à la tâche et sur le plan nouveau que nous nous sommes tracé ici, travailler à reconstruire.

Reconstruire, je dis bien, car la vie, si elle veut être une perpétuelle jeunesse, doit être un perpétuel recommencement. "Les voitures s'écroulent, dit André Maurois, les amours se défont. A chaque instant, il faut remettre une pille, reserrer un joint, remettre au point un malentendu. Quelle que soit la méthode de reconstruction, il faut toujours reconstruire. Rien dans les choses humaines, ni les maisons, ni les étoffes, ni les amitiés, ni les plaisirs n'est durable dans l'abandon". Non, mesdemoiselles, rien n'est durable dans l'abandon. C'est pourquoi, il faut sans cesse et avec persévérance travailler, travailler. Ne laissons pas, chères compagnes, le spectre du découragement nous hanter. Q'il passe sa route et aille ailleurs, semer ses suggestions stériles. Ici, chez nous, institutrices rurales, il n'y a que des vaillantes, prêtes à relever la tête avec fierté, à chaque coup qui voudrait nous abattre. En avant et que la Divine Providence bénisse nos efforts." C'était pour le bill 48.

Q - Ca a été une période assez difficile tout de même?

R - Ah!, ça a été une période difficile parce que...

Q - Maintenant, ce qui s'est passé en dehors du secteur de l'enseignement, est-ce que vous vous occupiez de ça? Est-ce que vous vous y intéressiez? Je pense à la grève de l'amiante Murdochville, la grève de Dupuis & Frères à Montréal?

R - Bien franchement, vous trouvez pas qu'on en avait assez de notre affaire.

Q - Oui, oui, je vous demande ça comme ça. Vous n'êtes pas obligé de vous justifier.

R - La grève de l'amiante. Ca nous intéressait de le lire dans les journaux. Même les professeurs s'en occupaient pas plus qu'il le fallait. Ceux de ces régions là, bien sûr. Mais je sais bien que les professeurs ruraux n'étaient pas avec nous autres mais ils ont appuyé notre association. Franchement, quand on a déjà une grosse tâche sur les épaules, en assumer d'autres, c'est un petit peu démoralisant.

Q - Vous avez parlé de Québec et de Montréal. A propos de Montréal, quels souvenirs avez-vous du conflit qu'il y a eu entre l'Alliance des Professeurs et puis l'A.I.C.M. et par la suite il y a eu l'A.E.C.M. avec le Cardinal Léger? Quels souvenirs est-ce que vous avez de ça?

R - Bien, je ne le sais pas moi. Je sais qu'il y a eu quelque chose. Pas pour la Corporation provinciale. Mais on peut pas dire que ça eu un retentissement chez nous.

Q - Est-ce que Guindon n'était pas président de la Corporation à un moment donné?

R - Il a été président de la Corporation, mais dans le temps je ne sais pas s'il était président de la Corporation. Parce que quand Guindon a été président de la Corporation, moi je suis entrée dans la Corporation et j'étais vice-présidente. Je l'ai été très longtemps. Puis, il y a eu des difficultés. Moi, la seule difficulté qu'il y a eu entre le Cardinal Léger et ...

Léo Guindon était un homme qui était... Moi, je vais vous dire une chose: Léo Guindon, je le prisais pas plus qu'il le faut.

Q - C'est Garand qui le remplaçait en 1951-52?

R - Oui, c'est Garand qui le remplaçait.

Q - Au début des années 50, vous avez été vice-présidente avec M. Guindon et aussi avec M. Garand?

R - Oui. Mais je peux pas dire exactement l'année.

Q - Mais quand M. Garand a remplacé M. Guindon, est-ce que vous êtes restée vice-présidente?

R - Ah! oui. Non seulement je suis restée vice-présidente mais M. Garand a été remplacé par M. Laliberté. Et quand il a donné sa démission, j'avais donc travaillé pour qu'il reste président, parce que Raymond Laliberté, bien mon Dieu, je l'aimais plus ou moins aussi.

Q - Vos parents, votre père et votre mère, sont nés tous les deux ici à Clermont?

R - Oui. C'est-à-dire non. Maman est née à Clermont et papa à Saint-Irénée de Charlevoix.

Q - Est-ce qu'il y a longtemps qu'ils sont décédés? Vous étiez pas jeunes à ce moment là?

R - Papa est mort en 1936, le jour des élections, et maman, en 1924, justement.

Q - Votre père était cultivateur?

R - Oui, il était cultivateur. Il faisait du bois, comme on dit, l'hiver. Puis il avait un moulin à scie. Dans ce temps là, c'était des moulins à scie. Il faisait des planches puis il vendait ça.

Q - Est-ce que comme dans la majorité des familles, votre mère avait été à l'école plus longtemps que votre père?

R - Bien, ils étaient tous les deux assez cultivés. Ils n'avaient pas de diplôme. Mais, maman, je pense qu'elle avait eu une maîtresse d'école hors ligne, parce qu'elle était cultivée à peu près sur tout. Elle était même assez bonne chanteuse. Puis, papa était cultivé aussi. Il connaissait tout. Il n'avait pas de diplôme mais seulement il avait profité de ses années scolaires. (Réponse de sa soeur Antoinette)

Q - C'était Louise Savard, celle qui a enseigné à votre mère?

R - Où est-ce que vous avez pris ça? Bien oui, Louise Savard, bien oui.

Q - J'ai trouvé ça dans un journal l'Enseignement.

R - C'est vrai, parce que maman l'appelait toujours "mademoiselle Louise". C'est extraordinaire. Elle leur avait enseigné toutes sortes de choses, Louise Savard, jusque dans le chant, la musique, tout ça. Elle chantait bien d'abord maman. Pour vous donner une idée de son esprit, elle savait toutes les préfaces. Elle chantait le latin aussi bien que papa.

Q - Est-ce que votre père s'est déjà occupé de l'Union catholique des cultivateurs?

R - Non.

Q - Ca n'existait pas ici à ce moment là?

R - Non, ça existait pas encore dans le temps, pas dans le comté, je ne crois pas. Non, non.

Q - Est-ce que votre père assistait aux assemblées politiques qu'il y avait?

R - Ah! oui, oui.

Q - Est-ce qu'il vous emmenait?

R - Bien, quand ça adonnait, en allant à l'Eglise le dimanche, quand il y avait des assemblées. On restait avec lui. Dans ce temps là, les femmes avaient pas le droit de vote. Mais ça fait rien, on aimait ça.
(...)

Q - En 1948 et en 1949, vous avez travaillé à la formation de l'ACELF? Vous avez été mêlée à ce mouvement là?

R - Ah! oui, ah! oui, ah! oui. Non seulement j'ai travaillé à la formation de l'ACELF, mais notre Fédération des institutrices rurales a été le premier groupement provincial à s'affilier à l'ACELF.

Q - A payer sa cotisation?

R - A payer sa cotisation à l'ACELF. Avec Mlle Cécile Rouleau qui était mon amie. Soeur Cécile Rouleau, elle l'est encore d'ailleurs.

Q - Vous avez été vice-présidente, je pense, aussi à l'ACELF pendant deux ans?

R - J'ai été vice-présidente pendant 1 an à l'ACELF.

Q - Ca s'est pas terminé là, parce qu'en 1961, vous avez fondé l'Association des institutrices et instituteurs catholiques retraités du Québec?

R - Oui.

Q - Pendant les années, disons de 37 à 50, comment est-ce que vous trouviez le temps pour faire tout ça toute seule? L'organisation syndicale et puis tout ça? Est-ce que vous aviez le temps de faire autre chose, d'avoir des loisirs, du temps pour vous reposer à ce moment là?

R - Non, pas grand loisir. Vous savez, La Petite Feuille était publiée à La Malbaie et on adressait ça à la main. Ma soeur Marguerite et moi. Pas elle, elle n'avait pas le temps. On l'expédiait nous autres mêmes. On demeurait à La Malbaie dans le temps. C'est dans la maison chez nous qu'on faisait ça. (Réponse de sa soeur Antoinette)

Q - Je me souviens dans l'entrevue que j'ai eue, votre soeur disait justement qu'il fallait qu'elle commence à compter des enveloppes et puis mettre les timbres dessus.

R - Ah! oui. C'est nous autres à peu près partout qui faisions ça. Bien, c'est pas difficile. On adressait ça sur des papiers et on enveloppait La Petite Feuille dedans et on mettait ça à la poste. (Réponse de Antoinette).

Q - Est-ce que vous aviez le temps de lire à cette époque là?

R - Lire? Bien, voyons-donc, quand est-ce que vous n'avez pas le temps de lire vous? Ce que je lisais? D'abord, beaucoup de journaux: Le Devoir, l'Action. Pas beaucoup de romans.

Q - Est-ce que vous avez pu suivre d'autres cours par la suite?

R - Non. J'ai jamais suivi d'autres cours. Je ne me suis jamais recyclée. Je me recyclais par moi-même. J'ai jamais été à l'Université. Je me débrouille. Je ne sais pas tout comme de raison. On a une télévision. On prend les programmes évidemment. Les programmes-questionnaires là. Je trouve assez que les gens sont ignorants.

Savez-vous comment j'en ai de scolarité? Je vais vous le dire. D'abord on était loin de l'école. On n'allait seulement pas à la petite école. On était bâti dans une place à cause de papa et son moulin à scie. Alors

on était obligé de rester proche du moulin à scie, comme on dit. On n'allait pas à la petite école. On pouvait pas y aller car on était trop loin. Alors, notre mère nous a envoyées un an pensionnaires au couvent de La Malbaie pour faire notre première communion. Dans ce temps là, on faisait notre première communion à dix ans. Alors j'ai été faire mon stage d'un an au couvent de La Malbaie pour ma première communion. Après ça, ma tante Marie m'a payé deux années, à l'âge de 14 ans, au couvent de La Malbaie. Ca faisait trois ans de scolarité. Puis après ça, ma tante Marie s'est organisée avec Mme Maltais - qui était Mlle Cloutier, la belle-soeur de M. Magnan - pour que j'aille à l'Ecole Normale Laval.

Q - Vous étiez pas obligé, je pense?

R - Bien oui, parce que j'étais trop jeune. Je pouvais pas avoir mon diplôme parce que j'étais trop jeune. Toujours, j'ai été un an à l'Ecole Normale. Ca fait quatre ans de scolarité. Puis là, à l'Ecole Normale, j'arrivais première. J'ai eu 22 premiers prix. Vingt-deux volumes. J'avais eu la médaille du gouverneur général, puis après ça le prix du Prince de Galle. Ca fait en tout quatre années de scolarité. S'il y en a qui trouvent que je ne suis pas assez instruite...

Q - Etiez-vous à Québec à ce moment là?

R - Non, j'étais pas à Québec mais j'allais à Québec souvent. Chaque fin de semaine, j'allais à Québec.

Q - Ca, c'est au moment où il y a eu la loi pour la déduction à la source.

R - Oui, la loi pour que les instituteurs soient tous automatiquement membres de la Corporation. Je me souviens que Paul Sauvé avait dit: "Ah! bien, vous êtes des genres de conseillers législatifs". Ah!, les "mardi" conseillers législatifs.

(...)

Q - Est-ce que vous avez eu l'occasion, à un certain moment donné, de rencontrer Duplessis pour lui faire part de certaines de vos revendications?

R - Oui, je l'avais rencontré. Moi, quand je rencontrais quelqu'un qui ne me plaisait pas, qui me déplaisait, je lui disais des choses pas trop agréables à entendre.

Q - A quelle occasion l'aviez-vous rencontré?

R - Ah! bien, cette fois là, on était avec Léo Guindon — la Corporation commençait — et Léo Guindon ne parlait pas. Et puis, Perrier — qui était secrétaire provincial — était venu nous parler et Léo Guindon ne disait pas, pas un mot. Alors quand j'ai vu ça, moi, je me lève et je dis: "Qu'est-ce que c'est que nous sommes venus faire ici? Les commissaires d'école sont trop pauvres pour nous payer; le Gouvernement lui-même n'a pas suffisamment de subventions à nous donner. Allons nous-en, nous autres, on est riche. Ca prendrait 15 millions pour nous donner ce que nous demandons, pour faire droit à nos revendications. Nous autres, on est riche, les instituteurs. On a le moyen de faire 15 millions. Le Gouvernement n'a pas le moyen et puis les commissaires ont pas le moyen. Nous autres, on a le moyen de faire (15) millions. Venez-vous-en, qu'est-ce qu'on est venu faire ici?" Les gens disaient: "Mais, regardez-la donc, elle!"...

Q - Est-ce que vous avez rencontré Duplessis lui-même?

R - Monsieur Duplessis (...)

Il nous avait fait un discours. Il travaillait 25 heures sur 24 heures par jour. Pauvre Duplessis! Ils l'avaient humilié en pleine figure. Je ne sais pas comment j'avais réussi à détourner ça, mais j'avais réussi.

LEA ROBACK

Grève des travailleuses et travailleurs du vêtement pour dames en 1937.

Entrevue réalisée par Évelyn Dumas le 15 juin 1968.

Q. Aujourd'hui, 15 juin 1968, je rencontre Madame Léa Roback, qui est maintenant travailleuse sociale. Madame Roback, je vais vous laisser le micro, et si vous voulez me raconter un petit peu de votre enfance, de votre jeunesse, avant qu'on commence à parler du travail qui nous concerne, un petit peu de l'avant-grève et de la grève de 1937 dans l'Union du vêtement, chez les ouvriers, et dans la condition féminine.

R. Je suis née ici, à Montréal, parents Juifs. Mon père, au tout début de son mariage à Maman, il était ouvrier dans une manufacture vêtements pour hommes. Maman, par contre, faisait partie d'une famille bourgeoise. Et quand elle s'est mariée, bien entendu, mon grand-père maternel, ça ne lui plaisait pas d'avoir un gendre qui était ouvrier dans une manufacture. Alors, ils ont décidé que ce serait une bonne affaire si mon père (pauvre Papa, il n'a jamais été commerçant de sa vie, c'était un intellectuel toute sa vie), il fallait devenir patron.

Alors mon grand-père, à cette époque là, avait un magasin, aux Chutes Montmorency, et il avait de très bonnes relations avec le Curé à cette époque là (c'est bien 70 ans passés), et il a emprunté l'argent du Curé des Chutes Montmorency (c'est St-Grégoire aujourd'hui) afin que mon père puisse acheter un terrain et ouvrir un magasin à Beauport. Une chose qu'on devrait dire: parce que mon père était Juif, et un Juif ça ne s'était jamais vu à Beauport, le bon curé de Beauport n'était pas aussi sympathique que le bon curé de St-Grégoire. Il a commencé à prêcher le dimanche, parce que durant la semaine, les pauvres diables, ça travaillait tellement fort qu'ils n'avaient pas le temps d'aller à l'église, mais le dimanche, on s'y rendait. Il avait prêché qu'il ne fallait pas encourager le Juif, et que le terrain a été vendu, c'était un terrain marais, on l'avait vendu pour 500$ et ça ne valait pas 50$.

Maman ne parlait pas le français, elle était toute jeunette aussi mais elle ne parlait pas le français, mais c'est intéressant combien le peuple, ça se comprend. Maman avait des gosses à tous les ans, les Madames Parent, Gagnon, Langlois, elles aussi avaient des gosses à tous les ans. C'était le même médecin. Il y a une sympathie qui s'est développée entre ces femmes de Beauport et avec Maman, et nous aussi, nous les enfants ... bien entendu, on a parlé le français, comme les gosses apprennent si bien. Un beau jour, il faut que je vous raconte ça, cette brave dame avait fait du blanc-mange, et elle en avait apporté à la

maison, c'était blanc, et c'était une gentillesse qu'elle avait fait pour Maman. Mais elle avait dit «c'est blanc, ça ressemble au lard», vous savez, la graisse. Alors Maman a dit «Mon Dieu, c'est pas cochère», elle a jeté ça immédiatement. Et moi, j'avais ma petite amie Marguerite, qui était sa fille. J'ai dit «Sais-tu ce que Maman a fait, Marguerite? Maman a jeté le blanc-mange.» Marguerite va raconter ça à sa mère, cette pauvre femme qui avait cru faire une gentillesse à Maman, elle arrive toute démontée et elle lui explique comment c'était fait. Alors, ce malentendu a été effacé.

Il faut dire, on a passé 15 ans de notre vie là-bas, c'était une jeunesse formidable. Et aujourd'hui, je dois dire 50-55 ans plus tard, on a encore des liens avec des gens qui sont encore vivants et c'est pour vous démontrer qu'à tous les Jours de l'An, on reçoit des lettres, on reçoit des souhaits et, au mois de mai, je suis allée pour le 50e anniversaire du mariage d'une personne qu'on avait, une aide familiale qu'on avait. C'est pour démontrer que malgré le fait que le bon curé, dans son ignorance, avait essayé de monter des gens contre nous, ça n'a pas réussi.

Nous, on était Juifs. Et mes parents ne tenaient pas à ce que nous allions au couvent ou au collège. Il fallait aller, on prenait le train à tous les jours, on allait à Québec. On allait à l'école du Québec à cette époque-là. Et là encore, il y a une petite chose qu'il faut que je raconte. On allait prendre le train, c'était un train électrique, alors on rencontrait les jeunes séminaristes qui s'en allaient, eux, au Séminaire. On était à l'époque 3 ou 4 enfants, parce que tous les ans, il y en avait un autre qui se rendait à l'école. Et ces gens-là nous poussaient en bas du trottoir: «Juifs ... Juifs ...». À un bon moment, on n'avait pas de défense, on dit «on va faire la grève.» Alors imaginez donc qu'on avait ça dans le sang, j'avais ça dans le sang, sans doute. On allait faire la grève. Alors Maman a dit à mon père: «Il faut absolument que tu ailles reconduire les enfants et tu va leur faire la leçon, à ces gars-là.» Mon père est étonnant, très timide, c'était un homme qui aimait les livres, qui aimait la lecture, il aimait la vie paisible. Alors, on descend, Papa nous accompagne, et on dit «Tiens, les voilà». Mon père arrive, il dit «bonjour», et il dit à ce jeune homme: «Comment tu t'appelles?» Le jeune homme le regarde, avec ses trois acolytes: «Pas de nom à donner à des Juifs, moi.» Alors mon père était furieux. Mon père avait la main très très maigre, osseuse comme la mienne. Il lui donne la meilleure gifle, carrément, sur la bouche. Il dit à ce jeune homme: «Merci, j'ai votre nom, maintenant. Les enfants, allez.» Il faudrait que je vous dise que depuis ce temps-là, jusqu'à ce que nous partions en 1918, ces jeunes gens ont été d'une politesse extraordinaire et puis, quand on allait, ils enlevaient leur casquettes: «Bonjour.» Ça marchait comme ça.

Q. Quelle sorte d'éducation avez-vous reçue?

R. J'ai reçu une éducation, le genre qu'on reçoit. J'ai étudié à l'école primaire et secondaire. Et après ça, on est arrivés à Montréal, en 18-19, et il fallait gagner. Alors j'ai occupé un poste, je crois que c'était pour une maison British American Diework, c'était une maison où on acceptait, un genre de réception, où on acceptait des marchandises, des gens qui apportaient leur linge à faire décrotter, nettoyer. Après ça, c'était intéressant. J'ai travaillé là un an ou deux. J'ai toujours lié, je me sentais toujours plus près des Canadiens français que des anglais.

C'est bizarre, c'est une chose que je n'ai jamais pu analyser, je ne sais pas si, dans mon subconscient, il faudrait que j'aille voir un psychiatre. J'ai rencontré des gens ... Les grands manitous, c'étaient des anglais, et nous qui travaillions, c'était des Canadiens français. Il y avait deux braves personnes. Elles ont été très gentilles pour moi. Et je n'oublierai jamais, j'apportais toujours de la lecture, je lisais Emile Zola, parce qu'on avait ça à la maison, et j'apportais des livres. Et elles me regardaient un peu: «Vous savez, Mesdemoiselles, ces livres-là sont à l'index.» J'ai dit: «Chez nous, il n'y a pas d'index.» Mais ces personnes-là ont été très gentilles avec moi.

Il y en avait une, Madame Lavoie, elle avait deux ou trois cousines qui étaient en communauté, il y en avait une qui était biochimiste à l'Hôtel-Dieu. Elle était belle, elle était belle. Et quand je lui disais: «Mon Dieu que vous êtes belle.» Elle m'avait répondu que le Bon Dieu avait besoin de belles fleurs dans son jardin aussi. Elle m'avait très bien répondu. J'allais visiter des communautés avec elle, je suis allée un peu partout, elle m'initiait à ça, je ne sais pas si elle croyait qu'elle allait me convertir, mais j'étais Juive alors, une religion, ça suffit. Je me sentais très bien là.

Et après ça, j'ai rencontré quelqu'un qui disait: «Viens donc travailler au théâtre.» Je suis allée au théâtre ... On avait des troupes françaises, et moi, le théâtre...

Q. Vous avez joué ...

R. Non, je l'ai joué à Paris, quand j'ai étudié en France. J'ai joué au King Edward Theater, là-bas. Mais ici, j'étais caissière, mais il y avait un très bon rapport entre nous, la caisse, et les artistes, les comédiens, ils venaient toujours demander du courrier, ils sortaient, c'était une époque très très bien. J'ai rencontré quelqu'un qui m'avait dit: «Mais pourquoi vous ne venez pas étudier en France?» C'est une bonne idée. On n'avait pas un sous: j'ai dit «ça m'est égal.»

En 1925, je suis partie, et je suis allée étudier à Grenoble. J'ai étudié le français, j'ai étudié l'histoire et on a étudié le français linguistique, l'histoire de France, la littérature française et, ensuite, on avait des voyages. C'était formidable.

Je suis restée là deux ans, et durant les vacances, il fallait gagner. La première vacance qu'on avait, l'été, je donnais des leçons d'anglais. C'est très intéressant. Je n'avais pas des gueuletons de luxe, mais on mangeait. Le deuxième été, je me suis rendue à Paris. Il y avait le théâtre Edward The 7th, où on donnait des pièces en anglais. On était des personnes qui parlaient anglais alors on les a pris, on gagnait 125 francs par mois, mais le plaisir de faire du théâtre. La troisième vacance, je suis allée à Nice, et j'ai vendu des disques chez Pathephone. Ça a été très intéressant, parce que je rencontrais de ces anglaise, de vieilles rentières, et des américaines. Elles disaient: «Je voudwais awoir...» Et moi, je leur disais: «What is it you want?» «Oh, you speak English?» Et on me donnait de bons pourboires, c'est comme ça que ça marchait.

Après ça, je suis rentrée à New York. J'ai travaillé un bout de temps comme réceptionniste et, en 29, mon frère était étudiant en médecine à Berlin, en Allemagne, et j'ai eu l'occasion, parce qu'on est très liés chez nous, mon frère, c'est l'aîné, il m'a dit «Viens-t-en. On se débrouillera. Toi, tu pourras donner des leçons et en même temps tu iras à l'Université, tu apprendras l'Allemand.» D'accord. Je suis partie dans un petit bateau, c'était un caveau qu'on aurait pu mettre dans une baignoire. On s'est rendus. J'ai passé quatre ans là. Je pourrais dire qu'en France, j'ai rencontré des ouvriers, on voyageait beaucoup et on voyait les paysans, la pauvreté, la dèche, et je me disais: c'est pas juste, il y a quelque chose qui ne va pas, et à Paris, c'était la même chose, les gens travaillaient fort, ils n'avaient pas de baignoire, les toilettes, ça manquait.

Et à Berlin, on voyait que les choses allaient de mal en pire. Là, j'ai vu le début d'Hitler, j'ai vu le début de cette réaction, j'ai vu les étudiants à l'Université de Berlin, on était divisés. Il y avait les étudiants réactionnaires, les étudiants de gauche et il y avait à tout bout de champ des accrochages. En 29, j'avais vu cette horrible démonstration à ..., le côté ouvrier, c'est une partie de la ville de Berlin, pauvre, et je pourrais dire que j'ai rencontré Cape Colvitz, cette grande femme qui était peintre et qui faisait du fusain, j'ai été invitée à venir aider le mouvement des femmes et essayer de relever le niveau de vie.

Il y avait cette poussée de fascisme, et on n'en voulait pas en Allemagne. On était des femmes, des jeunes, des hommes, on essayait d'avoir une entente, et Cape Colvitz avait monté, elle et d'autres peintres, avaient monté cette expo "Les femmes dans le besoin". C'était l'expo formidable. Ce fut un grand succès. J'ai commencé à ouvrir les yeux très très grands, j'étais dans la vingtaine, j'avais 25 ans, et ça me répugnait, je n'ai pas aimé ça, j'ai trouvé que c'était injuste, il fallait faire quelque chose, on ne pouvait pas s'asseoir sur son derrière et dire: «Ça ne me regarde pas, je suis étrangère.» Quand on voyait venir Hitler, ça s'en venait, en 1932, il n'y avait pas à en démordre. Je suis allée voir un professeur de l'Université de Berlin et je

lui ai dit: «Je suis étrangère, je suis Juive. Dois-je partir d'ici?» «Mademoiselle Robak, ne vous en faites pas, on n'est pas comme les Italiens, Hitler va venir, dans six mois, ce sera fini, ne partez pas.» Mais il y avait un vieux socialiste, il était plombier, et j'avais rencontré ce brave homme. Je lui demande la même chose. Il dit: «Mademoiselle Roback, partez au plus vite, rentrez chez vous, parce que ça s'en vient.» Lui, il l'avait vu venir.

Alors, je suis revenue et j'ai travaillé comme directrice de cours au YWHA. Ce fut très intéressant, c'était le temps de la crise. On n'avait rien pour ces enfants qui demeuraient dans des taudis, des quartiers populeux. On avait décidé qu'il fallait pousser ces gens-là. Ces madames The Board. J'ai dit: «Il va falloir sortir nos enfants.» On a commencé un petit camp, à tous les jours, et j'ai pu rencontrer des femmes que je connaissais, des camarades à moi. On a formé trois ou quatre bénévoles, on a ouvert ce camp et, à tous les jours (on n'avait pas de voiture), on traînait le lait, les sandwichs et on donnait des cours de sculpture du savon, des petites pièces qu'on a montées.

La grande madame, la patronesse, elle était là. Mais il y en avait une petite, ses cheveux lui tombaient, c'était quelque chose de psychologique, elle avait des ennuis à la maison, elle avait ce mal qu'on appelle Alpicha, où les cheveux leur tombent, et j'étais allée à l'hôpital et j'avais demandé au médecin: Cette petite se sent tellement mal, les cheveux lui partaient de la tête comme si on les arrachait à pleines poignées. Il dit «En attendant, faites-lui donc faire une belle perruque, elle se sentira plus à l'aise et les cheveux vont lui repousser, ne vous en faites pas.» Il m'avait donné des vitamines, pour elle, et il la suivait. Il fallait lui acheter une perruque, ses parents, son père ne travaillait pas, il n'avait pas le sou. J'ai amené ça au Board, au bureau d'administration, j'ai dit «On a besoin d'une perruque.» «Une perruque? On ne peut pas acheter ça.» «Certainement que vous allez en acheter une.» J'avais demandé un endroit, ..., ça n'y est plus maintenant, mais c'était une des meilleures places. C'était un coiffeur. La perruque, à cette époque là, aurait coûté pour cette gosse 40$. Ces dames patronesses qui étaient millionnaires à l'époque de la crise, qu'est-ce que c'était, 40$. «On ne peut pas dépenser ça.» «Si vous n'allez pas acheter une perruque pour, j'écris une lettre au Montreal Star, je vous nomme, vous allez voir quelle publicité ça va faire.» Ça ne leur a pas plu. Ça prend toujours des alliés un peu partout, et j'avais deux dames qui faisaient partie du bureau d'administration du Y, qui comprenaient la situation. Elles ont téléphoné et ont dit: «Vous la connaissez, elle, si elle a dit qu'elle allait vous faire une publicité, elle va le faire.» On a réussi à avoir 40$ et on a acheté la plus belle perruque à cette gosse, et ça s'est bien arrangé.

Q. Comment êtes-vous arrivée à l'industrie du vêtement?

R. Entretemps, je suis partie, à la fin de 34, pour l'Europe. J'ai

fait une randonnée, je suis allée en Suède, et en Finlande, et en Russie. Je suis allée là-bas pendant un mois ou deux. Je voyais travailler les gens, je voyais ce qu'on faisait pour les enfants. C'est vraiment formidable. Et le fait que n'importe qui pourrait se faire instruire. C'était des choses tellement nécessaires, ici on voyait tous ces talents perdus, je me rappelle à Beauport, on avait des personnes qui chantaient, qui jouaient du piano, qui avaient des capacités de théâtre et c'était foutu, ces gens-là n'avaient pas le moyen de se faire instruire. Ça m'a bien intéressée.

Il y avait des choses qui ne m'ont pas plu que j'ai vu là bas, mais ces deux choses là m'avaient plu. Je suis revenue à Montréal, et il y avait quelqu'un qui m'avait dit: «Retourne au Y.» Ça, c'était fini, c'était un stage dans ma vie, je ne pouvais plus retourner et travailler avec ces femmes. J'avais dépassé ça. Il y avait des choses plus importantes. Les ouvriers ici ne gagnaient rien, les conditions dans les usines étaient atroces, le manque de respect qu'il y avait pour les femmes et l'être humain, la dignité au travail, c'était pas connu, ça, il fallait travailler comme des bêtes de somme. Ça ne te plaît pas: dehors.

Q. Vous n'avez pas travaillé dans les usines?

R. J'ai travaillé, il faut que je le dise, très peu de temps. J'ai vécu ce milieu là. Ce milieu physique où il y avait des cafards qui se promenaient, où il n'y avait pas de confort, les femmes travaillaient au contrat. Il y avait un gros paquet de robes à faire, et c'était au plus fort, sur les machines, hop-là et vas-y. Et le patron, si on lui faisait de l'oeil un peu, ça marchait. Il y a eu des filles, tout ça est sorti quand on a commencé l'organisation, ces filles-là: Si tu fais la couchette avec moi, t'auras un bon paquet à coudre, t'apporteras ça à la maison. Ces filles-là partaient tourner des ceintures, aller tourner ça à la maison. Elles n'arrivaient jamais à faire suffisamment de travail à l'usine pour gagner un salaire quelconque.

Je suis sortie de là et il y a quelqu'un qui m'a dit que l'union de la robe, c'est-à-dire IGLWU, était intéressée à faire de l'organisation et qu'il y avait une dame Rose Pesotta qui venait des États-Unis pour faire de l'organisation, et elle cherchait une personne pour faire de l'éducation parmi les ouvrières, les femmes. On m'a dit: «Présente-toi.» J'y suis allée. Je parlait français, anglais, juif, allemand... Mais la grande majorité de nos ouvrières étaient des canadiennes françaises et des juives.

Q. Elles n'étaient pas âgées, c'étaient de jeunes femmes?

R. C'étaient des jeunes. On en avait avec des cheveux blancs, usées, esquintées au travail. Et Rose Pesotta m'a interviewée, elle m'a dit «Tu viendras, on aura à faire de l'éducation.»

Q. Quelle sorte d'éducation?

R. Quand on est entrées là, c'était l'éducation aux canadiennes françaises d'apprendre à parler l'anglais, aux juives d'apprendre un peu le français, et il y avait beaucoup de juifs qui étaient des immigrants. C'est toute une historique, à cette époque-là. Ils sont entrés ici et ils n'avaient pas eu d'éducation formelle ici au pays. Alors, ils ne pouvaient pas lire l'anglais, ils ne pouvaient pas parler très bien l'anglais et, avec ça, on devait leur donner une bibliothèque ambulante et une éducation assez superflue.

Q. À quel moment leur donniez-vous cette éducation?

R. Voyez-vous, on voulait faire de l'éducation. On voulait faire l'organisation et on voulait avoir quelqu'un qui pourrait leur donner ces cours-là le soir. Mais quand je suis arrivée, les cours on les a laissés de côté parce qu'on avait l'organisation à faire. Passorta a été une femme, je crois que son background était anarchiste, je crois qu'elle a fait partie du mouvement anarchiste américain, une femme qui s'est dépensée. Elle était, à cette époque là, très amie avec Dubinski des États-Unis qui était le grand manitou, il l'avait envoyée ici. À cette époque là, on avait M. Shane, qui était le gérant et il y avait Raoul Trépanier, lui était le président du Conseil du travail de Montréal. Tout marchait très bien, mais c'était à l'époque de Duplessis. On cherchait une personne de langue française, et on nous a envoyé M. Claude Jodoin qui, à l'époque, était président de la jeunesse libérale, et un jeune homme très bien, mais qui n'avait jamais travaillé de sa vie, et qui ne savait pas ce que c'était d'arriver à bonne heure parce que quand on fait de l'organisation, il faut se réveiller le matin. Il fallait aller aux portes des usines à 6-7 heures du matin pour la distribution des feuillets.

Q. Quelle forme de contacts aviez-vous avec les ouvrières? Vous dites, on faisait de l'organisation, c'était de l'organisation syndicale. Mais comment pouviez-vous rejoindre ces gens-là?

R. Voyez-vous, le fait que l'Union internationale avait peur du communisme comme le diable a peur de l'eau bénite; on craignait les forces progressistes parce qu'ils voulaient garder le leadership entre leurs mains. Les choses dans la vie sont bien bizarres. Il y avait ces jeunes et ces gens qui avaient eu l'expérience de l'organisation, en 34, et ces gens étaient très utiles, et la Pesotta n'a pas eu peur, elle, parce qu'elle avait pour son dire: «À la guerre comme à la guerre, j'ai besoin de ces gens-là, et je vais m'en servir.» C'était logique. Elle avait des .... Alec Myerson, ces gens qui sont venus, qui ont répondu à l'appel. Et nous, on leur parlait avant qu'ils entrent. Allez-y. Et les gens qui travaillaient à l'usine comme Myerson et les autres, pouvaient leur parler. Malheureusement, il y avait très peu de ces Juifs qui parlaient le français, et ça a été le gros bobo. Parce qu'on leur parlait en anglais, et la communication ne se faisait pas comme elle aurait dû se faire. Malgré tout, ils ont bien aidé.

Q. De quoi vous leur parliez? Essayiez-vous de leur faire réaliser?

R. Oui. Quand on leur demandait: "Venez donc après le travail, nous aurons une réunion. On peut améliorer vos conditions de travail."

Q. Vous les rencontriez où?

R. On avait une salle.

Q. À ...?

R. C'était en temps de grève, mais avant ça, on avait un local d'union, et les gens venaient, et elles avaient peur, ces pauvres petites, parce que, si vous saviez comme elles ont été suivies, par le contremaître, et les autres qui léchaient les bottines du patron. Je vais faire un rapport contre toi, tu vas perdre ta place, tu vas perdre ta job. On avait besoin de vivre, madame, si vous saviez.

Q. C'était très facile de perdre sa job?

R. 9,00$ par semaine. C'est ça qu'elles gagnaient, ces filles. On travaillait deux jours par semaine, il fallait vivre avec ça. Peu à peu, elles venaient. On avait des petites réunions de boutique. Il y avait des petites boutiques, où elles venaient, cinq ou six. Elles nous racontaient les conditions, on travaillait à la chaîne, et les prix se faisaient à la bonne volonté du patron, il n'y avait pas de comité.

Q. Il ne suivait pas la loi du salaire minimum?

R. Il n'y avait pas de salaire minimum, il n'y avait pas de conditions de travail, on mangeait, on travaillait, on mangeait, on travaillait, on avait chaud, on avait froid, travailles, t'es ici pour ça.

Q. La grève de 34 avait été un échec, au niveau des ouvriers. Est-ce que ça avait laissé des séquelles?

R. Oui, il y en avait, il ne fallait pas les blâmer. Des gens assez progressifs comprenaient. Ils ont continué. Mais la grande majorité ont cessé, et ils craignaient, parce que je vous assure qu'en 34, ils ont connu la police et tout le bazar. Et puis en 37. Les conditions (le patron avait fait toutes sortes de belles promesses, en 34, mais on connaît les promesses des patrons... qu'est-ce qui est arrivé: ces gens-là étaient tombés dans la purée encore une fois. Il y en a qui disaient: «Qu'est-ce qu'on a à perdre, nom d'un chien? On va aller voir, et on va voir ce que ça va donner.» Alors, elles venaient. Ça a du bon sens. Nous, qui comprenions à cette époque là le besoin d'être militant, on a essayé de leur faire comprendre, et la Pesofta aussi a bien travaillé du côté de développer chez les ouvriers et ouvrières le besoin d'être militant et de le maintenir.

Q. Comment êtes-vous arrivés à ce résultat en si peu de temps? Quand on sait qu'à un moment donné, vous avez obtenu une sorte d'unanimité, un matin de grève qui s'était déclarée comme ça, comme un éclair. Je ne comprends pas exactement. Aviez-vous formé des unités?

R. Dans chaque usine, il y avait des groupements, des unités de gens, des femmes, des hommes qui travaillaient ensemble, et qui disaient: «T'as vu, le patron ne veut rien faire, il ne veut pas démordre.» Il y avait des feuillets, on a fait la cabale à la maison, on allait chez les ouvriers, on parlait aux parents, C'était une richesse dans ma vie que je n'oublierai jamais, entrer dans ces foyers, des filles et des parents qui craignaient: "Tu vas perdre ta job, qu'est-ce que tu vas devenir?" Des femmes qui travaillaient et qui gagnaient 9-10 dollars par semaine, et le mari qui chômait ou qui travaillait un jour par semaine, et qui disait: «Écoute, Juliette, qu'est-ce qui va nous arriver?» Elle disait: «Je ne peux pas continuer comme ça. Joe est après moi (le contremaître, le dessinateur), il insiste pour que j'aille coucher avec lui. Est-ce que tu veux que j'aille coucher avec lui?» Elle n'était pas pour aller coucher avec lui. Bon, alors, il faut faire la grève. Et le moment est arrivé, c'était très propice. On avait les patrons à la gorge.

Q. Ils étaient très bien structurés, eux. Ils avaient la Guilde à ce moment-là.

R. La Guilde ne pouvait rien faire si les ouvriers n'étaient pas là pour faire le travail; c'était au commencement de la saison, le printemps, alors on les avait. Eux, la Guilde, avaient Duplessis. Ils cherchaient des communistes partout, et même Raoul Trépanier s'est fait traiter de communiste, et M. Shane s'est fait traiter de communiste, lui qui en voyait en-dessous de son lit à tous les soirs, et Claude Jodoin s'est fait traiter de communiste, mais les gens avaient dit: «Le moment est arrivé, basta, c'est fini.» On en avait des gens qui disaient: «On n'est pas pour rentrer.» Mais quand ils voyaient qu'une boutique après l'autre...

Q. Et comment ils signaient?

R. Une carte d'adhésion, et ils payaient. Il fallait payer 1$. Voyez-vous, on payait sa cotisation, même si ça prenait 4 25¢, mais on payait. On prenait sa carte d'adhésion et on était membre de l'union.

Q. À ce moment-là, avez-vous fait une demande à la Guilde?

R. Oui, il y avait des négociations constamment, avec Shane, Pesotta.

Q. Question

R. Ça, c'était une sale pute, il faut dire le mot. Il était salaud. Il y en avait un, seulement. Il y avait un Juif, M. Volovski. Volovski Dress. C'était un homme qui se plaisait à dire qu'il était un intellectuel, un homme qui avait le coeur à la bonne place, et il avait demandé à la Guilde et à certains manufacturiers ...

Q. Question

R. Non, c'était un petit cocron. Il avait une réputation dans la communauté juive. Il y en a qui l'ont écouté. Il y avait des petits qui ont décidé: . Mais les gros, comme Rose Dress, ça, c'était dur, ça ne bougeait pas. Il y avait des ... bar. Il y avait Somer. Somer n'était pas si grand que ça.

Q. Somer avait une manufacture?

R. Oui, Somer Dress. Et il y en avait d'autres comme ça. Mais les ouvrières, on avait développé un noyau d'ouvrières et d'hommes qui disaient: «on ne démord pas.» Et on avait vraiment en mains un noyau de personnes militantes.

Q. Ce noyau, chez les hommes, c'était chez les tailleurs?

R. Chez les tailleurs. Ce sont les aristos de l'industrie. Si le tailleur ne marche pas, à quoi ça sert d'avoir des ouvrières à la machine et des finisseuses?

Q. Il me semble que les tailleurs ont toujours été plus ouverts au monde syndical que les presseurs ou ...

R. Mais vous savez pourquoi. Parce que le métier de tailleur est un métier, comme je dis, des aristos. C'est à comparer comme le machiniste dans une boutique d'électronique, ce sont des hommes de métier. Et l'homme de métier, de par sa profession, est indépendant. Tandis que le pressier, c'est un pauvre bougre, il n'a pas de métier, il est écrasé. C'est un sale métier, avoir les vapeurs, et l'été, il n'y avait pas de ventilation, tu crèves là et c'est fini.

Et les filles, les opératrices, comme on dit, les midinettes, sur les machines, à cette époque là, pour la plupart, bien entendu, elles craignaient de perdre leur job, parce qu'il y en avait, c'était la mère qui venait et qui disait au patron: «J'ai deux filles, elles vont travailler avec moi et on va t'en sortir du travail, tu vas voir.» C'était de l'esclavage. Je ne voyais pas de différence entre le nègre qui travaillait dans les champs de coton avec sa famille. Pour moi, c'était la même chose. Vous n'avez pas d'idée de ce qui se passait. Tu travaillais avec Maman ou Ma Tante. On leur donnait un boulot ou un travail à faire, elles n'arrivaient pas à le finir: «Laisse faire, on va l'amener à la maison, Ma Tante va venir ce soir.» On finissait le travail à la maison. C'était comme les années de la révolution industrielle en Angleterre. C'était rendu à un point...

Q. C'était beaucoup plus prêt que ça l'avait été en 34?

R. Oh oui. En 34, la nécessité était là, mais on n'avait pas compris. Ça a été fait peut être trop vite, je ne sais pas, je n'étais pas par ici. Mais en 37, on a fait la grève pendant 3 semaines.

Q. Le point de départ, le déclenchement de la grève, le matin du 15 avril 1937?

R. On est descendues aux boutiques.

Q. Qu'est-ce que vous leur avez donné comme signal de grève?

R. Le mot avait couru, et il y en avait qui s'étaient rendues à l'usine, on avait fermé le courant, et on a dit: «On sort. Tu ne pourras plus rentrer. Les gens ont commencé à sortir.» On avait visité les gens, on avait travaillé presque toute la nuit, et on leur avait dit: «Demain matin, c'est la grève.» Et il y en avait qui voulaient rentrer travailler: «Faut que j'aille gagner ma vie, c'est pas toi qui va me donner à vivre et à déjeuner.» Il a fallu leur dire: «Viens-t-en, fais pas d'histoires.» Je me rappelle, un midi, on était allés au Carré Phillips, deux, trois jours après que la grève ait été déclenchée, il y en avait qui rentraient des scabs, des jaunes.

Q. Au moment de la grève, le 15 avril, avez-vous senti une certaine unanimité dans le carré? Voudriez-vous circonscrire ce carré-là?

R. C'était la rue Meilleur, la rue St-Alexandre, City Counsellor, Carré Phillips, et la rue Peel.

Q. Ces gens-là se sont regroupés?

R. À l'auditorium. On a parlé, on leur a dit pourquoi la grève.

Q. Les raisons?

R. Ils les savaient: les patrons ne voulaient pas démordre, ils ne voulaient pas négocier, ils ne voulaient pas nous rencontrer, ils ont dit qu'ils allaient fermer leur boutique, c'est toujours la même histoire, ils ferment toujours leur boutique... Et ces gens-là, quand on leur disait ça, ils étaient vraiment montés, comme on dit. Ils n'ont pas besoin de nous.

Q. Mais avez vous exploité un motif plus qu'un autre? Par exemple, la reconnaissance syndicale, les salaires?

R. C'étaient les deux ensemble. C'étaient les salaires et le droit dans un pays démocratique de faire partie d'un syndicat.

Q. Vous vouliez leur faire sentir que le syndicat leur rapporterait?

R. C'est ça, il fallait bien leur faire comprendre que les salaires aux États-Unis étaient beaucoup plus élevés qu'ici, ils avaient leurs syndicats et c'étaient les ouvriers américains qui ont fourni l'argent parce qu'ils ne voulaient pas se faire exploiter. Vous savez ce qui arrive, on déménage les boutiques. Et les ouvriers américains avaient payé le taux de cette grève, ils avaient payé pour les dépenses de l'organisation, c'est leur argent qui a payé pour ça. À l'ouverture, M. Trépanier était venu, M. Fournier de l'Union des chapeaux (décédé), Claude Jodoin, Shane, et on avait eu des gens qui étaient venus des États-Unis, Dubinski n'était pas encore arrivé à cette époque-là.

Q. Je voudrais faire un retour en arrière pour vérifier quelque chose. Bernard Shane parle d'un contrat qui aurait été signé sous la table avec le syndicat catholique pour Somer, pour essayer d'empêcher l'union internationale du vêtement de pénétrer l'industrie du vêtement. Avez-vous eu connaissance de cette sorte de connivence entre les syndicats catholiques, à ce moment-là, et la Guilde des manufactures?

R. Non. Ce que j'ai eu connaissance, à cette époque là, il y avait un syndicat catholique pour la couture. Il n'était pas fort. Ils avaient des petites boutiques dans l'Est, mais ici... Je crois que Somer avait essayé d'utilisé le fait qu'il aurait un bien meilleur contrat avec le syndicat catholique qui aurait fait l'affaire du Guilde. Il y en a même qui avaient essayé de dire aux ouvriers canadiens-français; c'était rasoir, c'était à rire jaune, que des patrons Juifs qui, à cette époque là, essayaient de manigancer leur histoire pour leurs poches, ce n'était pas pour le bien-être de l'ouvrier catholique canadien-français... mais on ne peut pas embobiner tout le monde tout le temps. Les ouvriers ont compris que si le patron Somer ou Miller ou n'importe qui essaie de m'embobiner et de faire partie du syndicat catholique, c'est quelque chose qui sent mauvais.

Q. Est-ce qu'à ce moment-là vous pensiez que l'Église et la presse ont essayé une pression sur le monde des jeunes ouvrières?

R. Il y en a eu, même il y a des feuillets qui ont été distribués. Il y a eu certaines paroisses dans le nord de la ville de Montréal où on prêchait le dimanche contre l'union internationale, que c'étaient des franc-maçons, des juifs, des communistes. Il y a eu de ça. Et je crois qu'il y avait un ...

COTE 2

R. Il y avait un aumônier, je ne me rappelle pas de son nom, il était l'aumônier pour les syndicats catholiques, et il n'était pas en faveur de notre mouvement. Il y avait une femme qui était organisatrice, je ne me rappelle pas son nom, pour le syndicat, et elle avait organisé, c'est elle qui avait amené certaines boutiques dans le nord de la ville, dans l'est, à faire partie du syndicat catholique pour le vêtement. Elle aussi a fait une

mauvaise presse. Et bien entendu, Duplessis, avec ses sous-entendus et entendus, avait dit que c'était mené par des communistes, et même, il y avait un week-end où il fallait que M. Trépanier s'en aille. Shane a pris le bord, Jodoin a pris le bord et Pesotta a pris le bord. Parce qu'on devait faire une perquisition et la police se rendait toujours à la salle de grève, des flics en civil

Q. Comment étaient les policiers, comment se comportaient-ils?

R. Le corps policier faisait vraiment le travail des "grands". Mais ils ne nous ont pas maganés.

Q. Aussi rudement ...

R. Non. Mais il y a eu quelques arrestations, pas beaucoup. Sur les lignes de piquetage, et quand on distribuait des pamphlets le matin. Par exemple, ça c'est quelque chose de l'industrie, les pressiers et les coupeurs aiment bien jouer aux cartes. Le pi... et le poker. Dans salle de grève, on ne devait pas jouer aux cartes, à l'auditorium. Fallait pas leur donner de raison pour nous bâcler. J'y suis allée une ou deux fois et je leur ai dit: «Les gars, faut pas jouer aux cartes.» À un moment donné, il a fallu être très grossier, il a fallu enlever les 1¢ et les 10¢ de la table et prendre les cartes, les éparpiller et en finir, parce qu'au moment même, il y avait la police qui entrait, alors il fallait que tout soit très très en ordre.

Q. Vous aviez affaire à la police municipale seulement?

R. On avait affaire à la police municipale, mais je crois que les flics du provincial s'immiscaient aussi de temps en temps, parce qu'il y avait des rapports qui se rendaient chez M. Duplessis, alors ça venait de quelque part. Le fait qu'on devait avoir un raid, c'est-à-dire une razzia, c'était fait du côté du Québec, c'était pas la police municipale, à cette époque-là.

Q. La municipalité, c'était M. ... qui était maire, à ce moment-là. Mais moi, je vois cette grève qui a duré trois semaines, quand même. Vous avez quand même dû rudement bien structurer les comités pour retenir le piquetage.

R. On avait des comités qui s'entraidaient, qui se remplaçaient. Il faut dire qu'on a maintenu des liens étroits avec les gens à la maison.

Q. Comment vous y arriviez?

R. On visitait des parents, on visitait le mari, on visitait les soeurs et les frères. Ils ont reçu un petit montant, chaque semaine, ils mangeaient des sandwichs, du café, on avait des boissons douces pour eux. Il y avait une forte activité. Il y a une chose qu'il faut mentionner: à tous les jours, on avait des réunions, des cercles qu'on formait. Chaque boutique avait sa

réunion pour avoir des nouvelles, pour savoir, tâter le pouls de la mentalité des gens. Est-ce qu'il y en avait qui défaillaient un peu? Il fallait aller les voir. Même il a fallu déshabiller deux scabs. Elles n'étaient pas venues. On prenait l'acte de présence à tous les jours, ça, c'était mon boulot à faire avec les autres. Telle et telle manquaient. On a pris les renseignements: elles se rendaient à la boutique. On a essayé de leur parler gentiment, elles ne voulaient rien comprendre. C'était à la belle époque, il y avait du beau temps, c'était facile de déchirer la blouse entre les seins. On crie «Maman», mais Maman demeurait sur la rue Berri, dans le nord. Elle ne pouvait pas venir aider la pauvre gosse. Mais il y en a qui ont compris.

Q. Vous avez parlé d'assistance, je voudrais revenir là-dessus, parce Bernard Shane, je ne sais pas s'il exagère quand il parle de centaines de milliers de dollars qui ont été distribués. Par exemple, on donnait 7$ par semaine aux midinettes, mais tout ça qui était fourni, naturellement, des États-Unis. Est-ce que vous croyez que c'est juste?

R. Il y avait des salaires qu'on payait; il y avait Pesotta qui avait un gros salaire, Shane qui avait un gros salaire.

Q. L'ouvrière en grève, on lui payait sa compensation?

R. L'ouvrière recevait son 7$ par semaine.

Q. C'était supérieur parfois au salaire qu'elle recevait?

R. Quand elles gagnaient 9$ à bûcher 3-4 jours à l'usine. Et puis si elle avait un compte du médecin, s'il y en avait qui étaient malades, sur ce point-là, personne n'en a souffert, ou presque personne; il y en avait peut-être une ou deux qui ne nous avaient pas demandé.

Q. L'argent américain, l'argent de l'Internationale a vraiment été une force?

R. Certainement, elle a été une force.

Q. À ce moment, en 37, ça n'était plus la dépression, mais ça n'était sûrement pas la paix économique?

R. La dépression était encore là, parce qu'on avait des filles qui ne gagnaient pas plus que 9-10$ par semaine, et il y avait de ces «massage parlours» dans la rue Mansfield et la rue McGill College. Et on avait de braves filles, mais qui avaient des responsabilités et des familles nombreuses, elles allaient travailler «là-bas» pour essayer de se faire de l'argent.

Q. Il y avait beaucoup de chômage?

R. Certainement, il y avait beaucoup de chômage.

Q. Comment les industries, les manufacturiers, n'ont pas simplement remplacé tout le personnel, vous étiez combien en grève?

R. On était bien 5 000.

Q. Et comment ils n'ont pas eu la tentation de simplement descendre à la rue, parce qu'il y avait un chômage extraordinaire? Remplacer simplement les gens?

R. C'est pas si facile à dire. Premièrement, les coupeurs. C'est un apprentissage. Alors qui aurait remplacé les coupeurs? On aurait pu remplacer une petite bonne femme qui fait la couture; comme ça sur la machine, elle aurait appris. Mais il y avait à "dratter" les modèles. Il y avait la personne qui faisait la finition. Il y avait finition et finition. Il y avait la fille qui travaille à la chaîne, sur la machine. Ces filles-là, c'était pas remplaçable comme ça. Et il y a aussi que s'ils avaient essayé, parce qu'il y en a qui ont pris des scabs. Je ne dirais pas qu'il y en a eu beaucoup, parce qu'il y avait beaucoup de grévistes.

Q. Est-ce que les usines produisaient?

R. Non, c'était presque rien. Il y en avait un, dans le Belgo Building, qui avait essayé de faire marcher son usine. Ça n'a pas marché: il n'avait pas de coupeurs, il n'avait pas d'apprentis-coupeurs. Et puis, on a gardé des usines. C'était une marque de force extraordinaire.

Q. Vous n'avez pas signé de contrat avec les usines séparément?

R. Il y en avait un ou deux qui avaient dit qu'ils signeraient.

Q. La reconnaissance syndicale?

R. Je devrais dire, par exemple, Volovski. Il y en avait deux ou trois autres manufacturiers, moyens, et quand on allait négocier, Shane, Pesotta et Yulin et quelques autres, ils rencontraient Somer et les autres... Il y avait Somer, Fainer, Stein... ça, c'était une sale pute, c'était un salaud, mais je l'ai acculé au mur, lui aussi. Il faut que je vous le dise, mais ça, c'est après la grève. C'est intéressant. C'était un juif, c'était 1937, les Juifs avaient déjà souffert beaucoup en Allemagne, le fascisme était rampant. Il y avait une noire, une drapeuse, formidable, et nous, à cette époque-là, après la grève, on a signé le contrat, on avait ce qu'on appelle le «close shop», l'atelier fermé comme on dit par ici. Il nous téléphonait, et moi j'avais ce département, j'allais partout, et c'est moi qui envoyais les ouvrières. Stein téléphone, il a besoin d'une drapeuse. Très bien, je lui envoie une drapeuse. C'est cette noire qui se présente. Elle revient: "Il ne veut pas de moi". Comment il ne veut pas de toi? Il n'a pas besoin de moi. Je lui téléphone, je lui dis: «Stein (je lui parle en juif)», j'ai employé tous les mots nécessaires, il ne pourra jamais dire qu'il

n'a pas compris. Je lui amène le tapis; j'ai dit: «T'as pas voulu d'elle? Pourquoi?» Il dit: «C'est pas moi, ce sont les ouvrières, elles ne voudront pas travailler avec une noire.» Vous savez, ce beau repli. Je lui ai dit: «Toi, tu es Juif. On a assez souffert» (c'était pas fini, c'était en 1937, c'était pas commencé encore, les crématoires). «Tu as demandé une drapeuse, c'est une de nos meilleures (et c'était vrai), je te l'envoie. Tu ne la mérite pas. Si tu ne la prend pas, tu n'auras pas de drapeuse.» Deux jours après, il me téléphone: «Send me de draper». «Envoie-moi la drapeuse.» Je l'ai envoyée. Deux semaines après, il me téléphone: «Mon Dieu qu'elle travaille donc bien.» J'ai dit: «Tu ne l'as pas mérité.» Ils ont négocié des nuits et des nuits.

Q. Aviez-vous pensé une forme de convention, des demandes très précises?

R. Les ouvriers nous en ont donné; on avait développé des militantes, on avait dit: «Il faut maintenir notre point.» Et qu'est-ce qu'était notre point: conditions de travail propres. Pas besoin de faire la couchette pour avoir un paquet de linge à coudre. Des salaires, un comité de prix, et ce sera les ouvrières, c'est elles qui savent combien de temps ça prend, et qu'est-ce que ça coûte pour faire telle ou telle robe, combien de coutures il y a à faire. Il fallait avoir un comité. Et il fallait avoir un comité de grief. Il fallait un représentant d'union. Et les heures supplémentaires payées à «tant».

Q. Aviez-vous aussi demandé un horaire: les jours de travail de telle heure à telle heure?

R. Oui.

Q. Parce qu'avant, il n'y avait pas d'heures?

R. Ah non, on entrait, et puis... Mais il y avait une chose, qu'on n'a pas eue, par exemple, qu'on a réussi à avoir dans d'autres usines où j'ai travaillé, c'est le fait que si un ouvrier ou une ouvrière vient travailler, et il n'y a pas de travail, le patron est supposé payer 4 heures, qu'elle travaille ou non. Ici, on n'était pas rendu à ce niveau là. Ça aurait été trop beau. Mais les ouvriers le demandaient. Bien entendu, ça n'a pas marché comme on aurait voulu.

Q. Comment est arrivé, dans cette négociation, M. Greenberg comme négociateur? Est-ce que c'est le gouvernement qui l'a nommé là? Tout à coup, on voit apparaître Isaac Greenberg, qui est votre médiateur, qui vous aide à négocier. Et tout à coup, Bernard Shane dit: «On est sortis à deux heures du matin avec le contrat dans nos mains.» Qui vous a envoyé ce négociateur-là?

R. Ça a été demandé. C'est M. Raoul Trépanier qui était le Président du Conseil des métiers du travail, et M. Shane, parce que la grève durait, on ne voulait pas perdre la grève, M. Shane

et M. Trépanier ont décidé que ce serait une bonne chose si on pouvait régler la grève d'une façon assez satisfaisante. C'est Greenberg qui est arrivé sur le tableau et Greenberg a dit: «Faut agréer à ces conditions-là.» Parce que la grève continuait, et les gens commençaient à être un peu démoralisées, après tout, quand est-ce que ça va se régler.

Q. Est-ce que les manufacturiers commençaient à sentir les effets de la grève?

R. Oui. C'était la saison, c'était la pleine saison. La saison du printemps était la saison d'été, les robes d'été commençaient. C'était un moment propice. Là, on avait commencé à faire comprendre aux ouvriers et ouvrières qu'est-ce que ça voulait dire, un comité de grief, et on a commencé l'éducation. On n'a pas eu le temps de s'occuper d'apprendre l'anglais et le français, et l'école de charme comme ça a été fait après. On voulait qu'elles comprennent les conditions du travail, qu'est-ce que c'était que d'être ouvrière, qu'est-ce que c'était de travailler avec dignité. Malheureusement, M. Shane, Jodoin n'était pas capable, Jodoin n'avait jamais travaillé, Jodoin ne connaissait rien du mouvement syndical. Combien de fois on lui avait apporté des livres à lire: lis ça, ça te donnera... Laisse faire.

Q. Il appartenait à un tout autre milieu?

R. C'était un milieu tout à fait étranger, bourgeois, et il n'a pas pu se sentir d'accord avec eux; il chantait bien, il dansait bien, il racontait des histoires, il arrivait là-bas et il leur disait: «Bon, là, on va tenir bon.» Mais la militance qu'on avait développée durant le temps de la grève et qu'on espérait maintenir, parce qu'il le fallait, je dirais que la première année, c'était pas mal, on avait des réunions, les ouvrières venaient avec leur grief, on allait là-bas; les comités comme Laser et les autres, allaient le samedi pour voir s'il n'y en avait pas, parce qu'il y en a qui travaillent en cachette, alors il fallait couper le courant et leur dire: «Sortez.» Il y avait des pressiers qui travaillent le samedi, qui travaillaient après les heures du travail, on avait beau leur dire: «On vient de faire une grève, c'était pourquoi, ça?»

Q. Ce n'est pas facile d'inculquer une dignité?

R. Non. C'est très difficile, parce que pour eux c'était l'argent. On avait repris le travail. Et puis si les meneurs du syndicat, qui sont hautement placés, ne sont pas eux-mêmes militants, parce que voyez-vous, M. Shane, son niveau de vie n'était pas le niveau de vie de Madame Ayotte, qui vivotait dans le nord de la ville ou dans l'est, ou la petite Juliette qui vivotait dans la rue St-Christophe. Shane vivait comme un des patrons.

Q. Le premier contrat, à la fin de la grève, il y a eu un contrat de signé tout de suite. Ce premier contrat, qu'est-ce qu'il apportait? Sur le papier?

R. Il y avait ceci; ça apportait des heures de travail améliorées, salaire amélioré, mais très bas.

Q. Est-ce que les salaires avaient été bien augmentés?

R. Non, je ne dirais pas. 5 à 10 % pour les coupeurs. Eux, les aristos, ils ont gagné. Les apprentis, et ça, c'était dégueulasse, les apprentis coupeurs ne gagnaient presque rien, la petite finisseuse qui arrivait: qu'est-ce que c'est, c'est pas un apprentissage extraordinaire. Il y avait cette catégorie, c'était injuste.

Q. Et le contrat, la première convention, ne leur a pas apporté grand'chose?

R. Il y a eu une amélioration. Moi, j'ai pour mon dire que l'union soit «pauvre» vaut mieux que pas d'union du tout. Ça, c'est une chose à bien comprendre. L'union, comme je le disais, c'est pas mon union, c'est votre union, aux ouvriers. C'était toute une éducation à faire. De la dignité, et de savoir qu'il faut lutter pour ses droits.

Q. Le sens du grief?

R. Oui, et que le patron vous donne zéro, à moins que vous alliez là-bas pour lui faire comprendre que vous connaissez vos droits. C'était l'éducation à faire.

Q. C'était difficile de donner ce sens du grief?

R. Oui. C'était très difficile. Et si le comité exécutif et si l'administration syndicale avait été prête à taper dans le tas, on aurait eu des militants. Mais il y a eu ceci. Moi, je suis restée là tout près de trois ans après la grève, et ils étaient très heureux de voir que je parte. Ils ont fait de tout pour que je puisse partir. On m'accusait d'être communiste, et on m'accusait de ne pas agir selon l'administration de l'union, et quand Rose Pesotta est partie, c'est l'administration ici qui n'en voulait plus parce que, soi-disant, elle s'immiscait dans des choses qu'elle n'aurait pas dû, et elle est partie — nous on est restés ici — et Jodoin a commencé à faire entrer comme agent d'affaire certains éléments.

Q. Canadiens-français?

R. Oui, il y avait deux canadiennes française, quand j'y étais moi, et il y avait un canadien français qui est entré lui aussi comme agent d'affaires, et il y avait deux autres de nationalité juive. Mais il y a ceci: quand on va régler un grief dans une usine, et quand on a déjà accepté des faveurs du patron, on ne peut pas régler des griefs. Il faut avoir le visage net, et puis pas de faveurs, monsieur. Alors quand il y en avait deux de ces demoiselles, des personnes très intéressées, mais qui avaient accepté: Ben voyons-donc..."Agree it, a nice dress". Une belle

robe, il y en a qui ne peuvent pas dire non. Et c'est là où certains griefs n'ont pas été réglés. Et quand l'ouvrière arrivait à la salle d'union, elle disait: «Comment ça se fait?» Et quand l'agent d'affaires disait: «Ton grief n'avait pas de valeur.» On s'est dit qu'au lieu de dire: «Toi ma fille, t'as pas été élue, alors c'est nous, les unionistes, qui payons ton salaire, tu vas déguerpir, et on va en prendre une. Tu nous a vendues: t'as fini.» L'union a perdu de ça.

Q. On m'a souvent dit, il y a eu un premier contrat qui a été très bon sur le papier, mais on n'en a pas senti les effets, ça a pris du temps avant son application.

R. Je vais vous dire pourquoi. Premièrement, dans une union, l'ouvrier et l'ouvrière doivent recevoir une copie du contrat. On n'a jamais eu de copie du contrat à distribuer aux ouvriers. Et quand j'en ai parlé, on m'a dit: «It's all right, we'll look after it.» Bon, rien à faire. Il fallait avoir la copie du contrat, il fallait leur expliquer quels étaient leurs droits et qu'est-ce qu'il y avait à faire. Moi, je n'ai jamais eu le contrat. Il était là dans le bureau.

Q. C'était vrai, ce qui était dit. On avait le contrat en poche. Il était vraiment en poche.

R. Il était en poche, mais on ne l'avait pas. C'étaient les personnes qui comprenaient, et dans certaines boutiques, on avait de bons délégués d'atelier qui étaient à leur poste et qui savaient lutter, qui savaient se débattre. Par contre, on avait d'autres boutiques où le délégué était très ami avec le contremaître, le patron et le dessinateur.

Q. Le délégué était choisi, il n'était pas élu?

R. Les délégués, oui, dans certaines boutiques. On avait une réunion de la boutique, et on disait: «Maintenant, vous allez élire une délégué, une représentante.» Personne ne voulait. Dans certaines boutiques, il y en avait où personne ne voulait être représentant. «Je ne suis pas pour prendre la merde de celui-ci, de celle-là. Et lui, il est comme-ci, il est comme-ça.» Personne ne voulait. Il fallait dire à une telle: «Toi, veux-tu prendre ça? On va prendre un comité, il y en aura deux.» Mais ça, c'était une boutique qui était faible. Et où la faiblesse s'est accrue, c'est quand on a commencé à payer les délégués. Moi, je suis contre ça. C'étaient des ouvriers. C'était bien, c'était l'ouvrier qui devait représenter son collègue. Mais il fallait faire la collection des cotisations. Et dans une boutique, vous en aviez peut-être 10, dans une autre, vous en aviez 150. Alors, celle qui avait la grande boutique, elle disait: «Bien Mon Dieu, je veux être payée pour ça.» Alors, elle avait un certain pourcentage. C'est fini. Ça gâte la sauce, parce qu'après tout c'est un travail de dévouement, et du moment qu'on est payés pour un travail comme ça, d'aller chercher de l'argent et avoir un pourcentage, il y a quelque

chose qui ne va pas exactement. Le contrat, comme je dis, c'était un contrat qui n'était pas très très fort, mais c'était un commencement. Même s'il était faible, ce même contrat, avec une militance, aurait pu avoir des résultats formidables.

Q. Au moins sur l'application?

R. Oui, vous en aviez qui allaient voir le patron, des personnes gênées, le patron disait: «Je suis occupé maintenant, viens pas me voir.» Bon, il prenait sa place. D'autres dans le comité des prix, le patron disait: «C'est 'tant'.» Là on discute, on dit «C'est pas tant, ça prend plus que ça, j'ai tant de coutures, j'ai tant de choses à coudre, j'ai tant de boutons à coudre», et ainsi de suite, ça devrait être X cents de plus. J'ai dit «C'est ça, et pas un cent de plus.» Là, c'est le marchandage, c'est l'argument. Mais il y en avait qui disait: «Il ne veut pas donner plus, je ne suis pas pour passer toute ma veillée ici.» Les ouvriers venaient répéter ça, et c'était à nous de dire: «Là, vous allez élire une autre personne, ou bien vous allez dire 'On fait la grève'. Si on n'a pas le prix, on s'en va.» Il y en avait beaucoup, dès les débuts, ça marchait.

C'était formidable. Le midi, ça disait: «On ne retourne pas travailler.» À dix heures le matin, on arrivait: On disait «Mais qu'est-ce qu'il y a?» «On ne travaille pas, il ne veut pas nous donner le prix.» Il nous a coupés. Ou bien il a additionné du travail. C'était formidable. On avait la réunion, on discutait, et l'agent d'affaires retournait, quand c'était un agent d'affaires qui comprenait, il retournait avec les ouvriers; il disait: «Tu vas faire telle et telle chose, ou alors on ressort.» Les ouvrières avaient peut-être demandé pour 6¢ de plus, ils marchandaient et on avait peut-être 3¢. Mais au moins, on avait gagné quelque chose.

Q. Il y avait un militantisme, à ce moment-là.

R. À ce moment-là, oui.

Q. C'est après que ce militantisme-là s'est affaibli, s'est tiédi aussi rapidement?

R. Je vais vous dire, je crois que c'est la faute de l'administration. Par exemple, aux assemblées, on avait des réunions, aux assemblées de l'union, on aurait pu avoir une réunion où les ouvrières auraient parlé, c'était la tribune qui parlait. Si l'ouvrier parlait, on disait: «Tu parles comme un communiste. Assied-toi.»

Q. Alors à ce moment là, vous aviez, à l'intérieur de l'Union internationale du vêtement, vous aviez les éléments de la grève de 34, qui étaient probablement la partie que je dirais la plus militante, l'aile gauche du syndicat, et vous aviez cette sorte de tension-là, on identifiait les gens du syndicat?

R. Comme gauche, et ça, il faut faire attention. Et il y a eu ceci, qu'on avait les locaux des filles, c'était le local 262, je crois. On a eu des personnes, par exemple, il y a eu des personnes qui faisaient le travail de l'administration, des personnes qui étaient dans les boutiques, des travailleuses, ouvrières, mais qui cherchaient à se placer les pieds, et qui disaient: «L'administration a raison, fais attention, et ne vas pas voir Laser Peter, un communiste, tu sais ce qui va t'arriver.» Il y avait un climat de dissension. Et puis, on voyait de plus en plus par exemple les gens de la gauche, on ne leur permettait pas de faire partie de l'exécutif, de faire partie de l'administration, on a essayé de les repousser.

Q. Quand Bernard Shane dit qu'il a sévèrement puni les communistes, qu'est-ce qu'il veut dire? Qu'est-ce que vous lisiez entre les lignes?

R. Il les a punis. Savez-vous ce qu'ils leur ont fait? Ces gens-là ont perdu leur poste. Ils ne pouvaient pas travailler. Comme ouvriers. Voyez-vous, c'étaient un «close shop», l'atelier fermé. Ils étaient congédiés du syndicat, ils ne pouvaient pas travailler, le patron ne pouvait pas les embaucher.

Q. C'était ça la punition?

R. On leur enlevait leur gagne-pain, on leur enlevait le prestige qu'ils avaient gagné, parce que les ouvriers les respectaient. Combien d'ouvriers, par exemple, disaient: «On dit que ce sont des communistes.» «Mais nom d'un chien, ce sont les seuls qui combattent pour nous.» Ils disaient: «Shane, Jodoin, qu'est-ce qu'il connaît Jodoin, il n'a jamais travaillé dans une boutique? Il ne se donne pas la peine de le savoir.»

Q. Mais comment pouvait-on congédier, des gens comme Laser Peter..., comment on pouvait les congédier, quand c'était palpable comment les ouvriers admiraient, acceptaient ces militants-là?

R. Les ouvriers n'ont pas fait de grève quand ils ont vu que l'administration... L'administration était trop forte. Elle n'a pas consulté ces gens-là. Ça a été une diffamation de caractère, et d'abord, l'administration a toujours eu des relations formidables avec les patrons, et moi, ça m'a toujours paru louche. Elle a toujours eu des relations formidables avec eux. Mister Shane, et des courbettes. Leurs femmes allaient s'habiller dans les manufactures, alors comment voulez-vous? Il y a ceci qui arrivait. Presco était pressier, alors on a dit: «Presco n'est pas dans l'union». Il a été congédié de l'union parce que c'était un communiste, et c'était la politique de Dubinski à New York. Ça marchait. «Lui, il ne peut plus travailler avec toi parce qu'il est dans l'union, et ici c'est une boutique close shop.» Alors, il y en avait des patrons qui disaient: «C'est un bon ouvrier, j'en ai besoin. On va t'en envoyer un autre.» C'est ça qu'ils ont fait, ils les ont remplacés.

Q. Il y en a beaucoup comme ça qui ont été remplacés?

R. Il y en a, je dirais bien, moi j'ai eu connaissance de 4 ou 5; il y a eu une petite canadienne française qui a été remplacée, mais elle c'était pas cette grève là, c'était la grève qu'on a eue à Ideal Dress. Ça, c'était cochon dans la force du mot. Une saloperie. Elle, quand la grève a été perdue, elle est descendue dans le bas de la ville, on l'a placée, c'était une petite militante dans la force du mot. C'est la petite Desjardins, mais elle est mariée maintenant. Il y a eu des années où elle n'a pas pu travailler, cette enfant-là, parce qu'elle a été sur la liste noire.

Q. Au fond, de quoi l'Internationale avait peur? Ils avaient peur du pouvoir de l'United League, de Toronto. C'est le pouvoir qu'ils voulaient garder?

R. Ça, c'est la politique de Dubinski. Si on ne reste pas du bon côté, si on n'est pas dans leur poche, pour ainsi dire, vous n'avez pas de chance. Faut dire comme eux. Comme Pesotta, elle avait osé contredire Dubinski, et elle avait été flanquée dehors

Q. Au même moment, en 34, l'Industrielle avait disparu, mais quand même ils étaient très forts à Toronto, à Winnipeg, et peut-être Dubinski, Shane et tout ce monde-là avait peur de les voir revenir sur la scène. Shane dit: «Au moment-même où notre union a commencé à bien fonctionner, les communistes ont voulu la reprendre, nous reprendre le syndicat.» On sent...

R. Dans leur for intérieur, ils ont dû savoir, nom d'un chien, qu'ils n'avaient pas les capacités à mener ces gens-là comme on devrait leur enseigner, leur enseigner le mouvement unioniste, le mouvement syndical tel que c'est, leur montrer qu'il faut savoir lutter pour ses droits, travailler avec dignité, et que le patron n'a pas toujours raison, et qu'on a droit à un partage de ces gros profits, Mais eux n'étaient pas prêts à faire ça, parce que leur politique, leur philosophie, est celle qu'il faut maintenir une bonne entente avec les patrons. C'est la même chose pour l'union du chapeau, c'est la même chose pour l'union des gants, c'est la même chose pour le vêtement pour hommes.

Q. C'est ce qu'on voit chez les syndicats américains aujourd'hui?

R. Leur genre de vie, c'est le genre de vie du grand manitou, celle du patron, c'est pas de l'ouvrier.